



Fresque commémorative de l'entrée de **La Nueve** dans Paris, le 24 août 1944.

La plupart des cases « historiques » sont cochées : des Espagnols dans une unité française, les halftracks aux noms ibériques et les tanks « qui fleurent bon la France », la Résistance intérieure, deux drapeaux consensuels (ceux des républiques respectives), le rappel de « l'indulgence » envers Franco...

Réalisée par Juan Chica Ventura et Anne Aubert, elle est située face au 17 rue Esquirol, dans le XIII^e arrondissement de Paris.

La difficile construction de la « vérité historique »

L Y A DÉJÀ 12 ANS commençait une de ces polémiques si fréquentes dans l'histoire de l'exil espagnol. À l'occasion de l'apposition d'une plaque sur une place de Cahors ont ressurgi des clivages qui ne sont pas anecdotiques. Pendant quelques mois ans l'affaire a agité le Landerneau mémoriel. Puis, chacun ayant dit ce qu'il avait à dire, les associations sont retournées à leurs tâches quotidiennes, à leurs recherches, à leurs célébrations, à leurs commémorations, à leurs publications.

À l'automne 2020, dans son numéro 25, la revue **Cahiers de civilisation espagnole contemporaine (de 1808 au temps présent). Histoire politique, économique, sociale et culturelle** propose un Dossier, « 1939-2019 : Quelle(s) mémoire(s) pour les exilés républicains espagnols en France ? Entre l'intime et le politique » et dans ce dossier, un article de Miguel Sans intitulé « La mémoire de la participation des Espagnols à la Résistance française : une construction difficile ». Il y exhume, entre autres, « L'affaire de Cahors », qui est effectivement illustrative de cette difficile construction de la mémoire. Mais elle est plus que cela... Nous y reviendrons.

Successivement, Ángel Carballeira et Amado Marcellán, qui étaient intervenus dans l'affaire de Cahors, font parvenir à Miguel Sans leur point de vue et leurs observations sur l'article, qu'ils considèrent parfois insuffisant, parfois inabouti, parfois même s'écartant de la réalité des faits. Faut-il préciser qu'Ángel Carballeira et Amado Marcellán ne sont pas estampillés « chercheurs académiques » ? Quoi qu'il en soit, ils pensent que tout échange est mutuellement enrichissant... Et le fait est que quatre ans se sont écoulés et qu'ils n'ont reçu aucune réponse.

Du coup, s'est imposée la problématique des monologues parallèles comme substitut au dialogue refusé. Les (s) prémonitoires du titre du Dossier des **Cahiers de civilisation espagnole contemporaine** – « Quelle(s) mémoire(s)... » – ont réactualisé **les autres**, la désignation collective par laquelle furent assumées les deux éditions successives de **Une histoire d'imposture ou les habits neufs du stalinisme**, la somme argumentaire et documentaire de ceux qui considéraient pour le moins inopportune « la deuxième plaque de Cahors ».

Mais comme « monologues parallèles » ne signifie nullement oblitération, l'article de Miguel Sans est reproduit dans son intégralité, ainsi que les deux lettres qui l'ont suivi. Et comme l'affaire de Cahors, en dépit des apparences, n'est pas que la « synecdoque » de la diversité de l'exil, il a été décidé d'embrasser l'ensemble de l'article de Miguel Sans. Une tâche qu'ont assumée **les autres**.

En guise de préambule

À CEUX qui prétendent écrire l'histoire, ce qu'ils appellent « l'histoire authentique et complète », sur la base de la pure compilation de documents d'archives, sans aucun recul critique, sans les replacer dans le contexte de l'époque, essentiellement mus par la passion et l'émotion, les historiens doivent inlassablement expliquer, et dire, comme le fait Pierre Laborie, le grand historien de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, que

[...] face aux usages partisans que certains font du passé, au nom de la mémoire, parlons un peu d'histoire. Qu'ils soient ou non étiquetés comme historiens, tous ceux qui se réclament d'un savoir sur le passé n'obéissent pas aux mêmes exigences et ne poursuivent pas les mêmes buts. Une frontière nette, facilement repérable, sépare ceux qui servent l'histoire de ceux qui se servent d'elle, à leurs propres fins. Les premiers étudient le passé pour tenter de lui donner de l'intelligibilité et restituer ce qui peut l'être, entre exactitudes vérifiables, hypothèses plausibles et questionnements sans fin, dans une démarche humble, nécessairement révisionniste. Les seconds établissent de façon irrévocable des certitudes décrétées intangibles et des vérités authentiques à jamais intouchables. Ils lisent le passé avec les lunettes et les convictions du présent pour y chercher avant tout des raisons qui leur donnent raison. À l'histoire comme savoir critique, ce qui la définit, fondamentalement, ils préfèrent enfermer le passé dans la pensée formatée en faisant une règle de la stratégie du bunker assiégé : qui ne pense pas comme moi est contre moi ; la vérité se gagne à la guerre, avec les armes de l'injure et de la calomnie.

La mort de la République espagnole a été le triomphe indigne de l'injustice dans l'histoire. La fidélité à cette longue blessure et au sacrifice de nombreux républicains espagnols dans la Résistance en France impose des exigences éthiques à ceux qui s'en prévalent. Il y aurait une nouvelle trahison à abandonner cette double cause au risque d'imposture que font courir certaines reconstructions opportunes de la mémoire. Il n'y a pas de repos dans la vérité écrivait Albert Camus (*Combat*, 29 mars 1945) qui, à propos de l'Espagne et de la Résistance, avait quelques titres à faire valoir.

Geneviève Dreyfus Armand

*«La memoria en el exilio español en Francia: de una generación a la otra,
en un contexto conmemorativo específico»*

*[La mémoire dans l'exil espagnol en France : d'une génération à l'autre,
dans un contexte commémoratif spécifique]*

in *Migraciones y Exilios*,
n°15 (Madrid, 2015)

DOCUMENT 1 : article de Miguel Sans

La mémoire de la participation des Espagnols à la Résistance française : une construction difficile

Reproduction intégrale de l'article paru dans *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* n° 25

Une « mémoire désunie »

1 **À** PROPREMENT PARLER, on ne peut pas dire « la mémoire de la participation espagnole à la Résistance française » mais les mémoires telles que l'entretiennent les Espagnols anarchistes, les Espagnols communistes – les deux grands pôles de ces divisions, eux-mêmes subdivisés – et aussi les Espagnols socialistes, républicains, et même les Basques, ou les Catalans. Ces différentes familles connaissaient des conflits internes, liés aux déchirements qu'elles avaient connus pendant la guerre civile. En France donc, les célébrations organisées le sont de manière parallèle, ou rivale, par les diverses associations mémorielles de l'exil espagnol constituées par ces diverses familles, et ces divers courants, avec leurs colloques, leurs publications, leurs bibliothèques ou archives, leurs drapeaux même. Autour des mêmes monuments, mais à des dates différentes, ou aux mêmes dates mémorielles, mais dans des lieux différents et sous des formes différentes.

2 Ces célébrations ont cependant deux points communs : leur côté festif et familial, comme toujours lors de célébrations de dates appartenant à l'histoire de la République espagnole ou de la guerre d'Espagne ; et l'association avec les autorités françaises, civiles et militaires, pour continuer à revendiquer ce qui n'est désormais qu'une reconnaissance symbolique, mais ô combien recherchée encore, de leur place et rôle dans l'histoire de France et dans l'histoire du combat international contre le nazisme et le fascisme. Une reconnaissance vécue comme une réparation, tout aussi désirée, de toutes les formes d'oubli et d'abandon dont les « Républicains » espagnols se sont sentis victimes.

3 Cette dimension émotionnelle (que le caractère familial de la transmission perpétue) alimente en retour, et exa-

cerbe à chaque fois les passions, assumées jusque par les petits-enfants, du moins dans les familles des réfugiés les plus militants, où le souvenir a été le plus entretenu. La passion mémorielle n'est pas une bonne manière de faire de l'histoire, mais il est remarquable que comme en 1944 (nous le verrons plus loin), les autorités françaises sont sollicitées de fait (y compris par les anarchistes) pour arbitrer, ou prendre parti. Les historiens ne le sont pas moins, quasiment sommés, dans certains cas, de confirmer les thèses qu'essayaient d'étayer des descendants de combattants espagnols, en s'appuyant sur les documents et témoignages dont ils ont hérité, et les recherches d'archives qu'ils ont menées eux-mêmes, sans respecter forcément la discipline scientifique des historiens professionnels.

À la source de ces clivages

4 SANS ENTRER EN DÉTAIL dans la complexe histoire de la résistance des Espagnols en France, nous en donnerons ici les principaux traits.

5 Car à la source de cette impossible union des mémoires, il y a le grand clivage qui a opposé les mouvements et organisations communistes, ou contrôlés par les communistes, à tous les non-communistes, les partis républicains proprement dits, les socialistes (du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol-PSOE et de l'Union Générale des Travailleurs-UGT), et les libertaires (de la Confédération Nationale du Travail-CNT, de la Fédération Anarchiste Ibérique-FAI, ou des Jeunesses Libertaires-JJLL), qui étaient les plus nombreux de tous les groupes politiques et syndicaux. Toutes ces organisations avaient eu le souci de se reconstituer sur le sol français, même dans les camps, avec l'impératif immédiat de la solidarité, mais, elles-mêmes déchirées par de violents conflits internes, elles n'ont pas toutes en tant

que telles défini une position, ou trouvé un accord sur la question de participer ou non à la Résistance en France¹. Au sein des libertaires en particulier, une majorité s'y opposait, en partie par ressentiment à l'égard de la France pour son attitude pendant la guerre d'Espagne. Germinal Esgleas, membre du Conseil Général du Mouvement Libertaire constitué en février 1939, désavoua même l'action de Francisco Ponzán, organisateur du réseau d'évasion Pat O'Leary, considérant qu'il défendait des intérêts étrangers (Ponzán était en lien avec les services secrets britanniques) et qu'il ne menait pas une action conforme aux principes libertaires².

6 Individuellement, nombreux furent cependant ceux et celles qui entrèrent en contact avec les premiers réseaux français, dès septembre ou octobre 1940, ou qui constituèrent des groupes espagnols, pour collecter et cacher des armes³, et échapper aux camps, à l'arrestation, voire à la déportation, puisqu'il y en eut très tôt, visant les Espagnols. Mais ces résistants de la première heure, de toutes tendances politiques, ne le firent donc pas sur appel de leurs organisations respectives.

7 Le Parti Communiste espagnol (PCE), quant à lui, était entravé par le pacte germano-soviétique. Il fallut attendre l'attaque de l'URSS par l'Allemagne pour qu'il appelât à constituer une organisation clandestine de type frontiste en 1941. Elle fut formalisée en 1942, sous le titre de *Unión Nacional Española* (UNE). Cette Union avait comme but d'unir sous une même bannière toutes les organisations espagnoles réfugiées pour continuer le combat contre le même ennemi, de façon autonome, et se constituer comme une force nationale à part entière au sein de la Résistance française, le but final affiché d'emblée étant de chasser Franco, sous le slogan *Reconquista de España* (Recon-

quête de l'Espagne). Ce slogan donna son titre au journal clandestin de ce mouvement.

8 Aucune organisation ne voulut participer en tant que telle à cette union, ni les partis républicains, ni le PSOE, et encore moins la CNT. Pour cette dernière, le contentieux depuis la guerre était trop lourd (mai 37 à Barcelone, assassinat de militants, liquidation des collectivités, comportement hostile au front). Pourtant, il se trouva un nombre important de militants « cénétistes »⁴, et aussi socialistes et républicains, pour s'engager dans cette Union, organisme de résistance qui à leurs yeux devait permettre de gagner l'aide des Français d'abord, et des Alliés en général, pour mener à bien la libération de l'Espagne en combattant avec eux contre le nazisme.

9 Ces militants non-communistes, même s'ils prirent des responsabilités au sein de l'UNE, ne prétendirent pas représenter leur syndicat ou leur parti, et ne participèrent qu'à titre individuel. Cette formule ne doit pas cependant tromper : on peut estimer qu'ils ne furent pas quelques individualités en marge de leur mouvement d'origine, mais qu'ils furent en nombre assez conséquent, pouvant atteindre, pour ce qui est des cénétistes, des centaines, voire des milliers de militants. D'après certaines estimations, les libertaires auraient représenté jusqu'à 40 % des résistants enrôlés par l'UNE⁵. Notons en tout cas que les communistes n'étaient pas les plus nombreux au sein de la communauté espagnole exilée, largement dominée par les libertaires.

10 En tout cas, sur cette question, il y eut un clivage certain au sein des organisations non-communistes, raison pour laquelle les non-communistes ne prétendaient pas représenter leur organisation d'origine au sein de l'UNE. Même

1. La tendance majoritaire de la CNT adoptait encore en juillet 1944 une résolution qui s'opposait à toute participation à une action militaire contre l'occupant. Voir José Berruezo, *Contribución a la historia de la cnt de España en el exilio*, México, Editores Mejicanos Unidos, 1967, p. 225.

2. Ángel Herrerín López, *La CNT durante el franquismo, Clandestinidad y exilio (1939-1975)*, Madrid, Siglo xxi de España Editores, 2004, p. 55.

3. Témoignage du militant anarchiste Martín Arnal Mur, recueilli à son domicile, à Angüés (Huesca) le 8 septembre 2012.

4. Transcription de *cenetistas*, néologisme forgé sur l'acronyme CNT.

5. Témoignage oral de Martín Arnal, déjà cité, qui combattit dans des unités contrôlées par l'UNE.

Voir aussi une note dactylographique tirée des archives personnelles de l'anarchiste Miguel Pascual (1889-1951), qui eut des responsabilités au sein de l'UNE. D'autres documents (imprimés, dactylographiés, manuscrits) de ces archives inédites, rassemblées à Toulouse, que l'on désignera sous le nom de Archives Pascual, seront citées dans ce travail. Actuellement en ma possession, elles seront confiées prochainement à la bibliothèque La contemporaine de Nanterre.

si, par le fait, ils tenaient à garder cette identité d'origine, et même à se constituer en groupe organisé au sein de l'UNE. Ce fut le cas des cénétistes qui constituèrent à la Libération un groupement spécifique, l'*Agrupación Cenetista de Unión Nacional* (ACUN), structurée en groupes appartenant aux unités de guérilleros ou en groupes locaux de militants de l'UNE⁶.

- 11 L'UNE, dont le bras armé fut le XIV^e *Cuerpo de Guerrilleros*, qui devint l'*Agrupación de Guerrilleros españoles* (AGE), fut effectivement reconnue comme organisme espagnol de résistance, ce qui ne manqua pas de provoquer, à la Libération, de sévères conflits avec les autres groupements de résistance espagnols, et l'ensemble de leurs organisations syndicales et politiques réunies dans la JEL, qui contestaient vivement ce qu'ils considéraient comme un accaparement, une hégémonie confisquant et falsifiant la participation des autres Espagnols à la Résistance, voire une usurpation. Ces reproches confirmaient une fois de plus à leurs yeux le comportement autoritaire et répressif du PCE. La rivalité UNE-JEL se manifesta par des polémiques dans leur presse respective, des meetings rivaux. L'UNE en faisait parfois interdire la tenue par les autorités françaises, ce que dénonçaient vigoureusement les organisations politiques⁷.
- 12 À noter que les libertaires de la UNE étaient scandalisés de voir des compagnons, qui avaient refusé de participer à la Résistance malgré leurs propres appels, organiser de leur côté des meetings au nom de la Résistance⁸. Meetings qu'ils dénonçaient aussi bien. Pour autant, l'esprit critique envers les communistes s'exerçait, ils réussirent à ne pas

se laisser manipuler, et finirent par accorder leur auto-dissolution et leur réintégration à la CNT.

- 13 Mais malgré les accords, celle-ci ne fut accordée qu'à quelques-uns, la plupart subissant l'affront d'une espèce de procès et de l'exclusion. On ignore la valeur des avoirs transmis au Comité du Mouvement Libertaire Espagnol (ACUN-CNT) par la commission liquidatrice de l'ACUN (cotisations, produit des ventes et souscriptions au périodique *Solidaridad Obrera* que l'ACUN éditait à Toulouse)⁹. On ne peut donc pas disposer d'une source fort utile pour évaluer le nombre des adhérents à cette branche de la CNT. Leur mémoire a été à peine évoquée jusqu'aux années 2000, souvent allusivement. Les anarchistes, qui ne pouvaient pardonner les crimes contre libertaires et socialistes adversaires de l'UNE, attribués aux communistes, les ont condamnés comme complices des stalinien, allant, aujourd'hui encore, jusqu'à qualifier de faux les exemplaires du périodique *Solidaridad Obrera* de l'ACUN, dont circulent des reproductions¹⁰. De toute façon, et au mieux, ils ont réduit leur nombre à quelques unités, quelques dizaines d'« égarés » tout au plus. Les communistes les ont ignorés, voire niés, à quelque exception près, comme Sixto Agudo¹¹. Il les qualifiait de « cénétistes » unionistes, avec un jugement de valeur évident, repris aujourd'hui aussi par les défenseurs communistes de l'UNE, dans leurs polémiques avec les libertaires. Quant aux militants de l'ACUN eux-mêmes, ils se sont murés dans le silence, comme Ruiz Larrocha (*Floreal*), cénétiste de la 10^e brigade de guérilleros dans la région de Pau, brutalement exclu de la CNT à la Libération, ou sont passés au parti communiste, comme vraisemblablement, Carlos Díaz, un des responsables de l'ACUN¹².

6. Voir les actes du Plenum de zone de l'ACUN, publiés dans son périodique *Solidaridad Obrera*, Toulouse, n° 17, du 6 octobre 1944, p. 2-3, et n° 18, du 21 octobre 1944. Une collection de ce périodique (n° 1 à 23) est déposée à L'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam (IISG, Fiche 4226:3). Une autre collection (n°15 à 23) se trouve au Pavelló de la República, de l'Universitat de Barcelona (Revistes a l'exili, Identif. CCUC : .b38875688). D'autres collections se trouvent aussi dans les Archives Pascual.

7. Miguel Pascual raconte comment il fit empêcher des meetings organisés par le socialiste Llopis, pour qu'il ne parlât pas au nom de la Résistance, où, selon Pascual, il avait été inconnu, in *Culpables*, Brochure dactylographiée inédite, sans date, Archives Pascual, p. 20-21.

8. Lettre de Manuel Cubel à Miguel Pascual, du 19 mars 1946, Archives Pascual.

9. L'original de la circulaire d'auto-dissolution de l'ACUN, les courriers échangés avec les responsables de la CNT figurent dans les Archives Pascual.

10. Fédération Anarchiste de Perpignan, Perpignan, 1944, *Les Dossiers noirs d'une certaine résistance, trajectoires du fascisme rouge*, éditions du CES, 1984, p. 114.

11. Sixto Agudo, *En la Resistencia francesa*, Zaragoza, Anubar Ediciones, 1985.

12. Note dactylographiée dans les Archives Pascual.

- 14 Mais cette mémoire commence à être récupérée¹³ : et les documents restant à publier pourront permettre de connaître de l'intérieur le parcours et les motivations de ces militants (articles, lettres, tracts, brochures dactylographiées, etc). Il ne sera pas surprenant d'y constater que dans tout ce qui est écrit après 1945, à côté des appels au dialogue, à l'union, à la lutte, dans les temps encore de la mobilisation, c'est l'amertume qui domine.

Jalons de la constitution de la mémoire

- 15 LES MANIFESTATIONS de la mémoire de la Résistance espagnole allaient connaître des étapes marquées par les grands événements politiques, en France et en Espagne, depuis la Libération jusqu'à nos jours. Son histoire est indissociablement liée à l'évolution des politiques françaises, et à celle de la mémoire de la Résistance française, dont de fait, la Résistance espagnole est une des composantes. Elle est également liée à l'évolution politique de l'Espagne, bien entendu, la fin du franquisme et la Transition réveillant la mémoire de l'exil mais obligeant à des renoncements définitifs, et soumettant à de nouvelles frustrations par la chappe d'oubli qu'imposent les pactes de cette transition.

Première étape, dès la Libération

- 16 Elle se manifeste à la Libération et jusqu'en 1947, comme un moyen de revendication politique auprès du nouveau pouvoir français, et aussi comme champ de propagande entre alliances politiques espagnoles rivales, avec comme enjeu, obtenir l'appui de la France et des Alliés pour chasser Franco du pouvoir. La situation géopolitique excluait cette option, comme on le sait, mais la division des Espagnols les a empêchés de peser d'un quelconque poids dans ce but.
- 17 Ses manifestations en sont donc les meetings, souvent franco-espagnols, les commémorations sur les lieux de

combats, avec l'apposition des premières stèles ou plaques en l'honneur des combattants tombés dans la lutte, les défilés, les prises d'armes¹⁴ ; les célébrations conjointes avec les autorités françaises, aux dates symboliques pour la France ; la presse des exilés espagnols s'en fait l'écho, presse dont certains titres ont été publiés dans la clandestinité, et que syndicats, partis et associations culturelles espagnoles multiplient à la Libération. La presse française, surtout de gauche, recueille aussi ces manifestations publiques et ces témoignages, avec d'autant plus de sympathie qu'on est proche encore de l'euphorie et de la fraternisation de la Libération.

Temps de silence... et reprise de la parole

- 18 Quand le parti est pris par la France, et l'ensemble des Alliés, de rouvrir la frontière avec l'Espagne, de reconnaître le régime franquiste, et de s'engager dans une politique anti-communiste, il n'y eut plus de place pour la mémoire de la Résistance espagnole. Il fallut traverser tous les premiers temps de la guerre « froide », de la guerre d'Algérie, les temps du tourisme de masse en Espagne, et attendre mai 68, les dernières années de la dictature et les nouvelles luttes antifranquistes qui se développèrent alors, pour que la mémoire des Espagnols réfugiés se manifeste à nouveau, par la publication de mémoires, de témoignages, de récits de vie autobiographiques ou relatés par les enfants.
- 19 Apparaissent aussi des ouvrages plus historiographiques, sur la résistance espagnole en France et en Espagne, comme ceux de Vilanova, Pons Prades, Tellez, Miguel Angel Sanz, Wingeate Pike, ou plus généraux comme ceux de Borrás, Tuñón de Lara, etc. Il faut cependant attendre encore jusqu'à fin années 80 et années 90 pour voir paraître du côté des historiens universitaires français les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand, Penschanski, Témime, notamment.

13. Martín Arnal Mur, Zaragoza, Raúl Mateo Otañal (ed.), *Memorias de un anarquista de Angüés en la República, la Revolución y la guerrilla*, 2009, p. 319-334. Une note et une bibliographie fournies sur l'UNE et l'ACUN, rédigées par Raúl Mateo Otañal, figurent p. 325-327 ; Miguel Sans, « Spécificité de la participation anarcho-syndicaliste à la Résistance espagnole en France », in *Résonances françaises de la guerre d'Espagne*, Nérac, Amis du Vieux Nérac, 2011, p. 235-255 ; Violette Marcos (direction) et alii, *Portet-sur-Garonne, Nouvelles Editions Loubatières*, 2013, p. 16-17.

14. Scott Soo, « Mémoire d'exil comme moyen de lutte antifranquiste : les Républicains espagnols dans le sud-ouest de la France, 1944-1950 », in *Résonances françaises...*, op.cit., p. 313-325.

20 Du côté espagnol, la chape de l'oubli imposée par la transition et les pactes qui la scellèrent, le maintien d'une administration et d'un personnel politique hérité du franquisme compliquèrent et retardèrent par rapport à la France la publication de recherches d'historiens sur les Républicains espagnols : il fallut attendre les années 2000. Mais ils se développèrent vite, et aujourd'hui, nous disposons, parmi bien d'autres, des travaux de Diego Gaspar Celaya¹⁵, qui s'est attaché à étudier la participation des Espagnols à la II^e Guerre mondiale, d'Ángel Herrero López, de Mercedes Yusta, qui s'intéresse particulièrement aux femmes dans la résistance antifranquiste, les oubliées des oubliés.

21 Les témoignages personnels se multiplièrent aussi, certains avec un souci de contextualiser les récits de vie et de combat, comme celui de Daniel Pinós, *Ni l'arbre ni la pierre*, où l'auteur détaille tout le parcours résistant de son père¹⁶. Les colloques, les expositions, se sont multipliés aussi, tant en France qu'en Espagne. De nombreuses associations mémorielles se sont créées, souvent rivales entre elles, on y reviendra. Ces associations éditent de nombreuses publications, ouvrent même des bibliothèques, des centres de recherche, animent un grand nombre de cérémonies du souvenir, auxquelles participent souvent les autorités françaises. Les musées de la Résistance accueillent des documents témoignant de l'action résistante espagnole. Car toute cette activité mémorielle publique trouve en France un écho favorable comme jamais, et même en Espagne, des revues, des sites, consacrent des dossiers, des biographies d'exilés sont publiées, notamment des guérilleros infiltrés en Espagne.

22 Nous allons suivre les développements de ces manifestations mémorielles dans l'espace public, en repartant de la Libération jusqu'à nos jours, du geste plus intime ou privé (hommages funèbres aux combattants) à l'acte plus politique, (appositions de plaques, édification de monu-

ments, cérémonies et déclarations officielles), à travers certains épisodes marquants.

Les manifestations de la mémoire résistante espagnole dans l'espace public

Stèles, plaques

23 Commençons par examiner quelques stèles et plaques commémoratives, support de mémoire s'il en est, où le sacré, le politique et l'intime se fondent, dans ce qui est quelquefois une œuvre d'art. On y vérifiera ce qui a été dit des conflits de mémoire, et de la dénaturation ou non du combat mené par les Espagnols¹⁷.

24 La JEL de Bordeaux décida de mettre en place une plaque à la mémoire de Pablo Sánchez, tué par les Allemands dans les combats pour la Libération. Elle fut apposée en 1947, et porte la mention bilingue « tombé sous les balles allemandes en défense de la Liberté ». Cet hommage a fait couler beaucoup d'encre, parce que les circonstances exactes ne sont pas établies, mais ce qui intéresse, c'est l'intention claire, par le bilinguisme, de mettre en lumière la fraternité et la solidarité entre le peuple français et le peuple espagnol, combattants de la Liberté. Appel à la France pour qu'elle aide à son tour à libérer l'Espagne¹⁸.

25 L'anarchiste Ponzán, passeur et agent de renseignement aux services largement reconnus par les gouvernements alliés, reçoit des hommages officiels, et sa plaque modeste et familiale, porte la mention « Mort pour la France », qui est une distinction certes. Mais la dimension volontairement internationale et farouchement libertaire de son engagement n'est certes pas évoquée. D'une manière générale, on fait souvent des résistants espagnols des patriotes français, ce qui est une forme d'estime et de recon-

15. Diego Gaspar Celaya, *La guerra continúa: Voluntarios españoles al servicio de la Francia libre (1940-1945)*, Madrid, Marcial Pons, Ediciones de Historia, S.A., 2015.

16. Daniel Pinós, *Ni l'arbre ni la pierre. Des combats pour la liberté aux déchirements de l'exil. L'odyssée d'une famille libertaire espagnole*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2001.

17. Le site consacré aux Espagnols dans la Seconde Guerre mondiale, <https://www.mve2gm.es/resistencia>, présente un grand nombre de photos de stèles et monuments dédiés aux combattants espagnols tués au combat. Les lignes qui suivent en sont un commentaire.

18. Voir l'analyse que fait Scott Soo de l'apposition de cette plaque dans sa communication publiée dans *Résonances françaises...*, op. cit., p. 323.

naissance, mais cela ne fait pas voir qu'ils étaient patriotes espagnols aussi. « Morts pour la défense de la liberté » est une autre formule, ou la simple mention de leur unité combattante, qui peuvent mieux satisfaire cette part du cœur des Espagnols qui, même intégrés, ne veulent pas oublier que la guerre contre le nazi-fascisme a commencé dans leur patrie, et qu'elle les en a chassés. On a pu entendre et lire bien des témoignages de ce sentiment. Avec le temps, selon les lieux, l'importance du cercle associatif, les stèles, plaques et monuments vont gagner en diversité et précision, en évoquant les parcours et les motivations des personnes honorées, reflétant la complexité des engagements¹⁹.

- 26 Un monument sera évoqué plus loin pour sa signification singulière, le monument de Prayols. Avant de l'aborder, dans le cadre des activités de l'Amicale reconstituée, voyons d'autres plaques qui ont fait beaucoup parler d'elles, celles qui, à Paris, commémorent la maintenant bien fameuse neuvième compagnie, la *Nueve*.

La *Nueve*, plaques et cérémonies commémoratives à Paris

- 27 Les Espagnols réfugiés en Afrique du Nord ont connu des camps très durs d'où beaucoup ont pu sortir à condition de s'engager dans la Légion Etrangère, sous contrôle de l'armée de Vichy. Intégrés ensuite aux Corps-Francs après le débarquement allié en Afrique du Nord, ils combattent l'Afrika Korps jusqu'à la prise de Bizerte en mai 1943. Ayant le choix ensuite d'aller avec les FFL de Leclerc ou de Giraud, ils choisissent Leclerc et sa division blindée. La pensée de retourner en libérateurs en Europe génère un espoir de revanche.
- 28 Ces Espagnols, au nombre de 2000 en 1943, sont de toutes tendances politiques, même si les anarchistes sont en grand nombre. Une compagnie sera à très grande majorité espagnole, la 9^e, et placée sous le commandement

du capitaine Dronne, hispanophone. Ils seront de tous les engagements de la 2^e DB, mais c'est particulièrement dans la colonne Dronne envoyée en avant-garde à Paris le 24 août 1944, que cette compagnie, complétée par des effectifs de la 3^e, va écrire un chapitre d'histoire, d'abord oublié, ou occulté, puis maintenant bien connu et célébré, tant en France qu'en Espagne. On doit à Evelyn Mesquida plusieurs ouvrages sur ces « oubliés de la victoire », pour reprendre le titre du documentaire de Alberto Marquardt, autre travail qui a contribué puissamment à cette reconnaissance²⁰.

- 29 Cependant, par un effet de balancier, on passe de toute l'ombre à une très forte lumière, qui peut altérer certains éléments, et faire employer des formules excessives, dans l'exaltation d'une revendication de justice à rendre. Ces Espagnols de la *Nueve* n'ont pas littéralement libéré Paris, en tout cas pas tout seuls, ni pris l'Hôtel de Ville, déjà aux mains des insurgés. Ils ne sont pas entrés avec un « char Durruti », mais sur des halftracks, véhicules blindés de transport d'infanterie, et les noms à consonance politique leur furent interdits. Ils sont soldats de l'armée française, et auront seulement le droit d'attribuer à leur véhicule des noms de villes espagnoles qui sont des lieux de batailles. Mais il est vrai qu'ils déployèrent un drapeau républicain, qu'ils escortèrent de Gaulle au Champs Élysées, et ouvrirent son cortège. C'est bien Granell, républicain espagnol (pas anarchiste) que l'on voit sur les photos publiées dans la presse, même s'il n'est pas nommé. Toutes ces précisions peuvent apparaître comme des querelles de spécialistes, mais sont une manière, pour des historiens soucieux de rigueur comme Robert Coale ou Gaspar Celaya, de servir la vérité humaine, singulière et plurielle de cette épopée, au plus près de sa réalité²¹.
- 30 Au-delà de la Libération de Paris, rappelons que pour ces Espagnols, l'enjeu était celle de l'Espagne. De ce point de vue, il est vrai aussi que les anarchistes de la *Nueve* recueillaient des armes et songeaient à désertier, à quitter ce qui « n'était plus leur guerre » pour aller participer à l'inva-

19. Plus bas, nous évoquerons l'exemple de la plaque dédiée à Manuel Lozano par la Mairie de Paris.

20. Evelyn Mesquida, Serge Utge-Royo (traducteur), *La Nueve, 24 août 1944 : ces Républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Paris, Le Cherche Midi, 2011. Alberto Marquardt, *La Nueve ou les Oubliés de la victoire*, (film) Point du jour, France Télévisions, ECPAD, 52 minutes, 2009.

21. Une synthèse détaillée et critique de l'histoire de la colonne Dronne a été tentée par Henri Farreny dans le n°135, du 30 septembre 2014, du *Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)*, p. 6-7.

sion du Val d'Aran. Mais les contacts qu'ils eurent avec les « cénétistes » de la capitale, en particulier l'activiste farouchement anti-communiste Cerrada, les en dissuada (information d'Imanol, chercheur indépendant espagnol de Logroño, dans un ouvrage à paraître). Deux observations à ce sujet : l'invasion était trop bien connue et annoncée pour qu'ils soient ainsi au courant. Cette annonce un peu trop claironnée ne pouvait que mettre en alerte les franchistes, cela fait partie des causes de l'échec de l'expédition ; d'autre part, cette idée, portée surtout par les communistes, séduisait pour autant bien des Espagnols, et en particulier des anarchistes, mus par le désir bien libertaire de l'action directe contre leur ennemi franquiste, et jaloux de ne laisser à personne le soin de le chasser. Seul, le refus de se faire instrumentaliser par les communistes les retenait, mais cela ne les empêcha pas de s'engager par la suite, pour les plus déterminés, dans l'action de guérilla à « l'intérieur »²².

31 C'est dans ses *Carnets de route d'un croisé de la France Libre* (1989) que le capitaine Dronne évoque ces Espagnols de sa compagnie, avec estime et même affection, complétant son précédent ouvrage *La libération de Paris* (1970) où il ne s'était pas autant étendu sur le sujet. Cette estime et cette affection, sa fille en a témoigné lors de sa rencontre au Mans avec Paco Roca en novembre 2014. Nous en reparlerons un peu plus loin²³.

32 Les témoignages de certains de ces combattants ont été recueillis dans *Los Olvidados, los exiliados españoles en la segunda guerra mundial* (1969) d'Antonio Vilanova, dans le livre de Pons Prades, *Republicanos españoles en la Segunda Guerra mundial* (1975), et dans la brochure du Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA) de Marseille, *Les anarchistes espagnols dans la tourmente* (1989). Dans cette publication, apparaît un témoignage de Manuel Lozano, libertaire, qui évoque le renoncement à entrer dans l'UNE (voir note 19). Cet anarchiste qui se verra

accorder une plaque en son souvenir attribuée par la Mairie de Paris, en 2015²⁴.

Concurrence d'hommages et polémiques

33 Ces hommages éclatants commencent en fait en 2004, quand la mairie de Paris décide de créer la *Voie de la Libération*, qui suit l'itinéraire de la Colonne Dronne. S'ensuivra jusqu'à aujourd'hui une suite vertigineuse d'hommages. Le silence de tant d'années s'est mué en vénération rituelle, en une sorte de culte que même le Roi d'Espagne est venu rendre. La présence d'Anne Hidalgo, fille de « Républicains » espagnols, à la Mairie de Paris n'est évidemment pas étrangère à ces initiatives, fortement appuyées et demandées par des associations mémorielles, qui se sont elles-mêmes multipliées depuis la fin des années 90, en particulier L'Amicale des Guerrilleros FFI en France.

34 Une de ces commémorations est intéressante à noter, celle de 2014, présidée par François Hollande, qui rendra hommage explicitement aux Républicains espagnols dans son discours. L'Amicale des Guerrilleros tenait donc à participer avec le drapeau des *Guerrilleros FFI*, en tant qu'il représente l'unité combattante reconnue officiellement. À la tribune, une concurrence discrète s'établit avec le représentant d'une autre association mémorielle des réfugiés espagnols, qui, lui, portait un drapeau républicain dont il entendait qu'il fût le seul présent à cette cérémonie, d'après le témoignage recueilli auprès d'Henri Farreny. Il y eut finalement les deux.

35 D'autres porteurs de drapeaux, noirs et rouges ceux-là, se présentèrent à l'entrée de la place de l'Hôtel de Ville. Les CRS les cernèrent, et malgré les interventions de témoins, ils finirent interpellés et emmenés au commissariat jusqu'à la fin de la cérémonie, parce que leurs drapeaux « n'étaient pas officiels ». La Fédération Anarchiste et Al-

22. « La division Leclerc », in *Les anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945)*, Marseille, CIRA, Bulletin n° 29-30, 1989, p. 173-178. Le témoignage de Manuel Lozano apparaît p. 177.

23. Raymond Dronne, *La Libération de Paris*, Paris, Presses de la Cité, 1970, *Carnets de route d'un croisé de la France libre*, Paris, France-Empire, 1984. Paco Roca, (trad. Jean-Michel Boschet, postface Robert S. Coale), *La Nueve : Les Républicains espagnols qui ont libéré Paris [«Los surcos del azar»]*, Paris, Delcourt, coll. « Mirages », avril 2014.

24. Extrait du délibéré : Article 2: Le texte de la plaque est : « Ici vécut Manuel Pinto Queiroz Ruiz dit Manuel Lozano (1916-2000) républicain espagnol combattant de la Nueve Croix de guerre héros de la Libération défenseur de la liberté militant anarchiste. » On peut remarquer l'accumulation des différentes identités politiques attribuées.

ternative Libertaire émirent des communiqués de protestation, arguant qu'avec leurs drapeaux anarchistes, ils venaient précisément rendre hommage aux anarchistes Libérateurs de la *Nueve*. Les réseaux sociaux se déchaînèrent en très violentes polémiques entre anarchistes et communistes.

36 Une association, l'association *24-août-1944*, s'est vouée à cette mémoire de la *Nueve* et des combattants libertaires²⁵. Action de piété mémorielle, comme il en existe tant, héritières de la sacralisation des héros de la cité dans l'Antiquité ? Une pièce, *Paroles de la Nueve*, mise en scène par Armand Gatti, fut montée en novembre 2014, avec les paroles de ceux de la *Nueve*, recueillies dans le livre d'Evelyn Mesquida traduit par le chanteur Utgé-Royo. Il est à propos de rappeler que la guerre d'Espagne, comme bien d'autres guerres couplées à des révolutions, a généré une riche production poétique écrite et chantée.

37 On mesure combien l'enjeu affectif et politique reste de taille, et combien les blessures de la mémoire sont à vif, combien après le silence de l'occultation et de l'oubli, le besoin de porter non seulement le souvenir des actes, mais encore les paroles des combattants, en leur donnant une ampleur poétique, épique, légendaire littéralement, est un besoin qui vient de loin. Quitte à se focaliser sur un groupe restreint en définitive, qui s'est trouvé certes à cette place remarquable et symbolique d'avant-garde, mais qui bénéficie, du coup, de (presque) toute l'attention mémorielle. Cet aspect des choses agace un historien comme Gaspar Celaya, qui regrette que cette mythification empêche une connaissance plus précise, complète et exacte des hommes et des faits²⁶. Et en tout cas, les anarchistes tiennent là, comme avec la mémoire de Ponzán, une mémoire glorieuse opposable à celle des *guerrilleros* communistes.

38 Une autre forme d'évocation, capable d'émouvoir, de restituer au plus près la dimension humaine mais aussi de se plier à la discipline historique, c'est la BD ou le roman graphique. Cette forme très populaire permet de connaître et de commémorer. D'où le succès de la BD *La Nueve*

(dans son titre français) de Paco Roca, assisté de l'historien Robert S. Coale. La rencontre publique entre Paco Roca et Colette Flandrin-Dronne, avec Robert Coale, qui a eu lieu au Mans en novembre 2014, a permis de mesurer la complexité de l'événement historique, dans sa dimension sensible comme dans son importance historique et symbolique, et aussi de percevoir les tâtonnements de la recherche, la difficulté de rendre l'histoire vivante tout en veillant à l'exactitude. Mais on n'est jamais loin de la célébration mémorielle. Notons qu'il y avait là rencontre entre trois figures très complémentaires : une témoin semi-directe, fille d'un des acteurs principaux, un jeune Espagnol, l'auteur, qui découvrait cette histoire, et un historien, fils lui-même d'un autre acteur, volontaire américain libérateur de la France et ex-brigadiste international²⁷.

39 Un autre des instruments de la conservation de la mémoire de la Résistance, ce sont les amicales d'anciens combattants.

Création et recréation de l'Amicale de Guerrilleros

La première Amicale, La tentative de contre-amicale « cénétiste »

40 La première Amicale fut créée en mai 1947, pour défendre les droits et intérêts de ceux qui étaient devenus alors les anciens combattants pour la Libération de la France, plus précisément des *guerrilleros* de l'*Agrupación de Guerrilleros Españoles* (AGE) et ses brigades. Mais les communistes en prirent rapidement le contrôle, ce qui créa un malaise chez les *guerrilleros* et résistants non-communistes qui avaient pourtant été rattachés aux unités combattantes qu'elle représentait. C'est ainsi que Miguel Pascual, militant de la CNT, qui fut président du Comité UNE de la 2^e région, organisateur de la 7^e Brigade lorsque celle-ci devait être envoyée en Espagne après la Libération, démissionna du bureau de cette Amicale en août 1946, en protestation contre cette mainmise.

25. <https://www.24-aout-1944.org>

26. Diego Gaspar Celaya « D'un mythe à l'autre. Mémoire et histoire des Espagnols dans la Résistance », *Conserveries mémorielles* [Online], #20 | 2017.

27. <https://agnesdeyzieu-bd.blogspot.com/2015/01/rencontre-autour-de-la-nueve.html>

- 41 Par la suite, il s'engagea dans la constitution d'une Fédération de FFI « cénétistes » au sein de la Fédération Nationale des Combattants Volontaires (FNCV), dont il était membre, et qu'il sollicita à cette fin. Appel fut lancé également auprès du ACUN-CNT pour que ce fût l'ensemble des libertaires qui se rassemblât en une telle association représentative commune, et fût contrepoids à l'Amicale communiste. Une invitation à assemblée constitutive à Lavelanet fut lancée, et il semble bien qu'elle eut lieu, courant 1947. Les documents correspondants figurent dans les archives de Pascual. Mais je cherche encore trace d'une réponse de la FNCV à cette demande, le bureau actuel m'ayant répondu qu'il ne s'occupe que des dossiers individuels. De même, je n'ai connaissance d'aucune réponse de la part du ACUN.
- 42 La constitution d'une mémoire, non seulement de cette fraction de « cénétistes » engagés dans la Résistance aux côtés des communistes, mais de tous les anarchistes, dans quelque mouvement de résistance où ils aient pu combattre, a donc échoué. Le rejet de ceux qui firent alliance avec les communistes était sans appel, et il est probable que l'affiliation comme sous-section à une Fédération française d'Anciens combattants n'était pas acceptable pour les anarchistes.
- 43 Ainsi, sur l'ACUN et son périodique *Solidaridad Obrera* de Toulouse, les historiens n'auront affaire qu'aux écrits hostiles de la CNT (ou des CNT) officielle(s) à son égard, et du côté des historiens communistes de l'AGE qui retraceront les actions des brigades, il n'y aura quasiment aucune mention de la proportion de confédéraux dans leurs rangs.
- 44 La question de leur nombre reste ouverte aux recherches, ses enjeux politique et historique étant de taille. Y avait-il oui ou non beaucoup d'anarchistes dans les brigades de *guerrilleros* de l'UNE ? Quelle est la proportion totale d'anarchistes chez les résistants espagnols FFI et FFL, toutes organisations comprises, par rapport aux autres composantes, et notamment la composante communiste, dont on conteste si vivement le rôle prééminent qu'ils se sont donné et l'hégémonie mémorielle qu'ils en tirent, depuis la Libération jusqu'à aujourd'hui²⁸ ? L'absence d'organisme unitaire représentant les résistants anarchistes espagnols se fait donc bien regretter. La même chose pouvant se dire des socialistes et des républicains. Les dossiers d'homologation, d'attribution de carte de combattants, etc, ont été liquidés individuellement par les instances mises en place à cet effet par les différents mouvements de Résistance, FTP, Corps-Franc Pomiès... Les historiens qui veulent se faire une idée plus précise de l'importance respective des différents collectifs sont amenés à un patient et long travail de recherche sur les dossiers individuels dans les différentes archives, confrontés aux diverses publications, en ligne et sur papier, qui retracent des itinéraires individuels ou de petits groupes, comme le fait Gaspar Celaya.
- 45 Pour ce qui est des *guerrilleros*, cette instruction de dossiers a été interrompue par l'interdiction de l'Amicale en septembre 1950, en même temps que le PCE et les organisations amies. On doit cependant à Miguel Angel Sanz une évaluation précise et documentée de première main des effectifs de résistants espagnols FFI et FFL, toutes unités et corps confondus, considérée généralement comme la plus fiable²⁹.
- 46 Mais après la période de silence forcé, et avec l'évolution de la situation historique, l'Amicale renaît en mai 1976 (officialisée le 24 avril 1977), fruit des efforts d'anciens chefs de l'AGE, dont Luis Bermejo, communiste dissident, son animateur principal. Les initiateurs de cette deuxième amicale sont communistes en grande majorité, sauf, exemple notable, Luis Menéndez, anarchiste, qui appartient à la 3^e Brigade, dans l'Ariège. L'Amicale veut représenter spécifiquement les *guerrilleros* espagnols et défendre leurs droits et intérêts, faire reconnaître leur rôle, faire homologuer leurs unités, tâches loin d'être terminées alors. Dès le début, ce sont les conflits, idéologiques ou entre personnes, qui minent cette amicale, dont la renaissance est vue d'un mauvais œil par l'Association Nationale des Anciens Combattants et (amis) de la Résistance (ANACR), qui aurait bien voulu garder comme sous-section ces *guerrilleros* espagnols, dont elle n'entendait pas reconnaître l'iden-

28. Diego Gaspar Celaya, «Limite Pirineos. Una mirada global a la participación de anarquistas españoles en la Resistencia francesa», in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 11 janvier 2018.

29. Miguel Angel Sanz, *Luchando en tierras de Francia. La participación de los españoles en la Resistencia*, Madrid, Ediciones de la Torre, 1981, p. 231-243.

tité combattante propre et la personnalité indépendante. L'Amicale de son côté, se constituait pour être précisément souveraine dans l'homologation des unités de guérilleros et la liquidation des dossiers de leurs combattants, rappelant que l'AGE avait été autonome, même si elle fut rattachée militairement aux FFI. Ces atermoiements, plus les dissensions idéologiques, et les conflits personnels qui pouvaient se manifester parmi les anciens guérilleros firent que le processus de légalisation de l'Amicale mit sept ans pour se réaliser³⁰.

Le monument de Prayols

47 Un des buts principaux que se donna par ailleurs l'Amicale, fut d'ériger un monument national à la mémoire des *guerrilleros* espagnols. Le terrain choisi, cédé par la commune, se situe à Prayols en Ariège, lieu de bataille victorieuse menée par les *guerrilleros* espagnols, appelé très vite à connaître sa forme de mythification par les éloges, largement exploités, que leur décerna le commandant, et futur général Bigeard. Ce monument conçu par le sculpteur et poète Manuel (Manolo) Lopez Valiente, fut inauguré le 5 juin 1982, en présence d'Alain Savary.

48 Les inscriptions qui figurent sur son socle sont solennelles, empreintes de hauteur spirituelle et exaltent la fraternité franco-espagnole dans le combat commun pour la Liberté. Elles sont signées du général de Gaulle, Malraux, Silone. Sont invoqués aussi Cervantès et le Nouveau Testament. Enfin une reconnaissance officielle d'ampleur nationale, se félicitent les organisateurs de l'Amicale. Mais pourquoi pas le président de la République lui-même ? Et le président du gouvernement espagnol, Felipe González, qui sera élu peu de temps après en octobre de la même année ? Ce fut l'effort de l'Amicale d'y parvenir. Mais les conflits continuaient de miner gravement l'Amicale, et la conduisirent inexorablement à la scission, dans une tempête d'accusations lourdes, d'insultes et d'intrigues, dont la presse française éberluée se fait l'écho, qui avait bien du mal à démêler les fils politiques qui pouvaient tirer les acteurs de cette guerre intestine. En tout cas, au-delà des affaires de personnes, se dégageait la ligne de partage entre deux camps : celui des communistes orthodoxes,

qualifiés de « staliniens » d'un côté, et celui des ex-communistes, des dissidents, comme Bermejo, ou des non-communistes, comme Menéndez, José Sans-Sicart, républicain fédéraliste, porte-drapeau de l'Amicale, puis de la Confédération. Et le fond de l'affaire est pour certains bien clair : le PCE n'est pas l'initiateur de la guerrilla anti-nazi, il a attendu l'attaque de l'Union Soviétique par l'Allemagne³¹. L'affaire finit devant les tribunaux, un juge organisa un vote par lequel la scission fut scellée, le second des camps cités plus haut, mis en minorité, créa en mai 1984 la Confédération des Amicales départementales d'Anciens Guerrilleros en France (FFI). Celle-ci, dans son bulletin n° 8, considéra l'Amicale maintenue comme un « satellite de l'ANACR », se qualifiant elle-même « d'organisation libre, indépendante, espagnole », « fille de l'Amicale créée en mai 1976 ».

L'hommage de Mitterrand et de González

49 Les deux amicales poursuivirent leur guerre, et se disputèrent la légitimité d'organiser des cérémonies, notamment à Prayols. Ce fut la Confédération, cependant, qui organisa celle du 21 octobre 1994, qui reçut le président Mitterrand et le Président du Conseil des Ministres espagnol Felipe González. Dans son allocution, le président français souligne d'emblée les occasions qu'il a eues de « rappeler le rôle qu'ont joué les combats de la Libération, et dans ces combats, le rôle joué par les maquisards espagnols, aux côtés de leurs camarades français résistants. » Il célébra « l'amitié nouvelle » entre les deux peuples « forgée dans le sang », remercia les *guerrilleros* espagnols « au nom de la France et de la liberté ». Le but des refondateurs de l'Amicale de 76, attendu depuis si longtemps, était atteint. Diverses circonstances politiques le permirent sans doute. Pour le président Mitterrand, affirmer son attachement à la Résistance, donner un lustre à « la fraternité d'armes » entre Espagnols et Français en ce 50^e anniversaire des combats de la Libération, valorisait le rapprochement avec l'Espagne dans le cadre des enjeux européens du moment. Felipe González rendit un long et vibrant hommage aux combattants républicains, et salua lui-aussi la fraternité d'armes et de valeurs qui unissait ainsi les deux pays, en insistant sur les idéaux progressistes et

30. Fortunato Hernando Villacampa, *Amical de guerrilleros españoles. Su historia-1947-1984*, Toulouse, Auto-édition, 1991.

31. *Idem*, p. 218.

humanistes qui constituaient le socle de cette union, et que ces combattants incarnaient.

L'Amicale continuée. L'affaire de Cahors

- 50 La Confédération s'est auto-dissoute peu de temps après, les disparitions clairsemaient trop ses rangs. L'Amicale a continué jusqu'à nos jours, avec à sa tête, des descendants de guérilleros, fait qui donne à son titre un sens élargi, assumé par ses responsables, au premier rang desquels figure Henri Farreny, dont l'activité de recherche et de célébrations mémorielles est très fournie. À travers son bulletin, les cérémonies commémoratives qui se multiplient, les publications de livres, les colloques et rencontres diverses, l'Amicale continue de travailler, non sans querelles internes encore, à faire connaître et reconnaître l'histoire de la résistance espagnole, et de célébrer la mémoire de ses « héros », d'une forme non exempte de passion et d'émotion.
- 51 Une des initiatives de l'Amicale a suscité une polémique particulièrement virulente. C'est l'affaire dite de Cahors. L'apposition d'une plaque à la mémoire des « Guérilleros espagnols- FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France » le 10 septembre 2011 déclencha une violente polémique, par l'espèce de ségrégation qu'ont ressentie les libertaires dans sa formulation. Une première réaction « véhémente » de l'anarchiste Carballeira lui valut en retour des insultes de la part du Président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols du Lot. Le président d'une autre association, « Memoria andando » (Decazeville), Jean Vaz, de convictions libertaires, envoie à Henri Farreny un courrier où il fait part de son malaise, et développe une analyse de la situation qui résume, en termes mesurés, les termes du même débat, de la même polémique, que celle qui sévissait à la Libération. L'UNE, le PC, l'AGE, l'Amicale étaient accusés alors de s'arroger l'initiative, la prééminence, voire l'exclusivité des maquis de guérilleros et d'en accaparer la représentation officielle. Sans compter les crimes qu'on leur attribuait. Inversement, la CNT et les autres partis étaient accusés par les communistes d'attentisme, de passivité, et d'usurpation du titre de résistants quand ces organisations célébraient des meetings revendiquant cette participation à la Résistance. En 2011, les arguments sont les mêmes, et les organisations et associations en présence, sont mises par les protagonistes de la dispute, dans la droite filiation de celles de 44-

47 : l'Amicale actuelle, le Centre d'interprétation et d'investigation de la mémoire de l'Espagne républicaine (CIIMER) dans le Lot-et-Garonne, d'un côté, les organisations libertaires, le Centre d'Etudes et Documentation de l'Exil Espagnol (CTDEE), géré plutôt par des libertaires, dont Jean Vaz. Et si, de part et d'autre, on reconnaît cependant l'existence de combattants de l'autre bord idéologique, les plus emportés vont jusqu'à la négation de leur importance, voire de leur existence. Dans le Lot en l'occurrence, mais la portée du débat fait de ce département une synecdoque de la France.

- 52 Mais ce qui est remarquable, c'est que, à côté de vétérans qui peuvent être restés figés sur des positions irréconciliables, ce sont les enfants et petits-enfants qui en deviennent à leur tour les champions. Je cite un passage particulièrement révélateur de la lettre ouverte de Jean Vaz à Henri Farreny, Tony Martinez et José Gonzalez :

Mais la réalité des comportements n'obéit pas toujours aux principes proclamés. Elevés dans les milieux de l'exil, nous portons tous en nous le fond idéologique et les analyses que « hemos mamado » au sein de notre famille affective et politique. Et même si certains d'entre nous n'affichent plus exactement les « étiquettes héritées », la ligne politique profonde demeure. Je viens du milieu libertaire et il se trouve que dans la vingtaine d'associations qui composent le CIIMER la plupart des membres semblent venir d'une autre mouvance (filiation communiste, U.N.E., *Guerrilleros, Reconquista de España*) et le courant majoritaire reste naturellement maître d'un rapport de forces dans lequel je pourrais n'être que l'alibi du pluralisme.

- 53 On comprend qu'il y ait chez beaucoup identification émotionnelle, passionnée, qui peut aller chez certains jusqu'à la violence dans les propos, une activité mémorielle qui revendique « vérité, réparation, justice ». On notera le recours aux arbitrages : les autorités françaises (la mairie, pour changer la plaque : Jean Vaz propose « hommage aux Espagnols morts pour la liberté dans le département du Lot ») ; le recours aux historiens, aux conservateurs d'archives, qui peuvent être violemment pris à partie (d'après les témoignages recueillis) ; d'une manière plus large, les appels à l'opinion, les pétitions, c'est-à-dire la mobilisation des « militants ».

54 Certains de ces vétérans n'ont pu qu'être gênés dans cette affaire : l'anarchiste aragonais Martín Arnal Mur, fidèle entre les fidèles à la CNT et à ses principes, résistant au sein de l'UNE dont il a vu aussi les limites, guide des guérilleros à travers les Pyrénées, m'a confié en août 2012, qu'il avait refusé de signer la pétition lancée par les libertaires, leur disant, de son ton serein, que, quand il risquait sa peau, « *el pellejo* », trop de compagnons restaient dans leur réserve.

55 Cette remarque fait apparaître la donnée qui fausse le débat, et en fait un dialogue de sourds : les libertaires, en considérant que les « guerrilleros » sont une organisation communiste, oublient ce que par ailleurs on trouve affirmé souvent dans leurs écrits, à savoir qu'il y avait des anarchistes partout dans les maquis, y compris donc dans les brigades de l'AGE. Et que ces derniers n'étaient pas soumis aux diktats des communistes, ni ne leur servaient de caution, comme le montrent justement les désertions en masse après le Val d'Aran, et l'auto-dissolution de l'ACUN avant celle de l'UNE.

56 De plus, cette projection des disputes politiques sur le terrain de la commémoration, masque les clivages qui ont existé en fait au sein de chaque organisation (pour ou contre la participation à la Résistance) et qui avaient laissé les individus communistes, anarchistes, républicains, socialistes, se déterminer par eux-mêmes et connaître des déchirements intimes, voire un conflit de loyautés.

57 De ce point de vue, il est remarquable et pour certains peut-être inattendu, de constater que c'est chez les adhérents de la Confédération d'amicales de guérilleros, scission de l'Amicale comme on l'a vu, que les reproches faits aux communistes purs et durs sont très proches de ceux que les anarchistes lui adressent, comme on l'a vu plus haut. Mais les familles idéologiques en rivalité mémorielle ne vont pas volontiers examiner de près l'histoire de leurs adversaires politiques, dans la mesure où les descendants des exilés semblent surtout trouver dans ces débats un resourcement pour leur engagement politique actuel.

La mémoire des résistants espagnols en Espagne

58 SI, EN FRANCE, au sein des familles, la transmission des engagements politiques s'est faite dans bien des cas, jusqu'à des formes d'identification, comme on l'a vu, il n'en a pas été de même en Espagne, du fait des conditions imposées

par la dictature. Le sort des exilés a été, en Espagne, souvent totalement ignoré, au moins méconnu. La récupération de la « Mémoire Historique », qui a fait renaître le désir de rechercher les restes des parents enterrés dans les fosses communes, a aussi réveillé, quelquefois par hasard, le besoin de connaître le devenir des aînés exilés. Leurs descendants ont ainsi entrepris en France des recherches qui ont abouti, et dont ils rendent compte dans la presse, sur internet, dans des livres, dans des mémoires scolaires.

59 Car, sous le poids de l'oppression franquiste, l'histoire, l'engagement des exilés, n'ont pas pu, bien sûr, être transmis à leurs enfants jeunes, encore moins à leurs petits-enfants. Ainsi, en Espagne, la découverte de l'action résistante et antifasciste d'un parent redécouvert dans toute sa dignité se fait, certes, avec émotion et fierté, mais les familles ne se préoccupent pas trop de mettre en avant, sa position politique particulière. C'est la personne et le sens de sa vie que l'on récupère, sans revendiquer son choix politique, ni même l'idéal républicain qui a pu l'animer. Les Espagnols démocrates n'ont nulle envie de retrouver un climat de guerre civile, dont ils considèrent que la responsabilité des atrocités est partagée par les deux camps. Ils sont aujourd'hui plus préoccupés de défendre la Constitution de 1978 que de revendiquer le retour au régime républicain, même face à la remontée d'une extrême droite qui, elle, n'hésite pas à reprendre des thèmes, des slogans, des positions fort semblables aux idées de l'extrême droite des années 30.

60 La mémoire de la participation espagnole à la Résistance est donc une « mémoire périlleuse » comme l'est celle de la Résistance française pour l'historien Laurent Douzou. Mais la recherche se poursuit, et la nécessité du travail conjoint entre historiens et chercheurs associatifs se fait plus pressante. Ainsi, au-delà du mythe et des polémiques, cette recherche permettra de connaître de mieux en mieux la complexité des réalités de cette période, et les difficultés des parcours individuels de ceux et celles qui durent y faire face.

Miguel Sans

DOCUMENT 2 : lettre de Àngel Carballeira

L'affaire de Cahors : *Match nul et balle au centre ?*

(...) *J'ai vu, en fait, l'histoire rédigée non conformément à ce qui s'était réellement passé, mais à ce qui était censé s'être passé selon les diverses « lignes de partis » (...)*

George Orwell

« *Looking Back on the Spanish War* »

Quelques observations liminaires

- Vu le flot de publications concernant la Guerre civile espagnole, l'exil et la résistance en France, on pourrait penser que ce sujet est un « marronnier » parmi d'autres. Un approfondissement du sujet montre que ces épisodes de l'histoire sont en fait un condensé des enjeux politiques, idéologiques et sociétaux qui ont secoué le XX^e siècle, d'où leur importance actuelle dans une société où les perspectives d'avenir sont extrêmement réduites. Les combats idéologiques se poursuivent inexorablement, faute de mieux, avec l'Histoire comme support. Néanmoins il faut reconnaître, sans vouloir le minimiser, que le sujet que vous traitez n'est qu'une toute petite facette des affrontements passés et actuels. Pour autant faut-il la négliger ?
- Dans votre article vous faites souvent référence aux origines politiques des gens cités (pas toujours) en oubliant d'ailleurs de vous inclure dans cette approche. J'ajouterai donc, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, que je viens de la sensibilité libertaire ; pour autant je ne pense pas être moins objectif que quiconque.
- N'étant spécialiste ni de la Résistance ni des plaques ou autres symboles qui participent à la fabrication mémorielle – elles constituent même une rente mémorielle pour certains – mon intention n'est pas d'analyser votre article dans le détail : des historiens pourront s'y pencher plus amplement. J'y ai découvert des éléments qui m'ont paru intéressants et que j'ignorais. Néanmoins, sa lecture, même rapide, met en évidence l'axiomatique qui tout le long semble vous guider. Je préciserai ma pensée plus avant.

- Je sais bien que comparaison n'est pas raison mais je me risquerai à faire un parallèle entre votre discours et l'exemple espagnol contemporain : bon nombre d'historiens (Àngel Viñas, Fernando Hernández Sánchez, Santos Julia, Javier Tusell, etc.) et/ou de romanciers pseudo-historiens (Javier Cercas, Andrés Trapiello, etc.) s'ingénient à rendre compte de la Guerre civile espagnole comme d'un affrontement entre deux blocs où les bons et les méchants, pour employer un langage populaire, se répartissent équitablement. On oublie au passage Pierre Broué, Émile Temime, Burnett Bolloten, David Wingeate Pike et François Godicheau. Cette présentation offre aussi un avantage immédiat puisqu'on s'auto-attribue un certificat d'objectivité : on n'appartient à aucun camp et, autre bénéfice, on est en première approximation, en phase avec les pouvoirs institutionnels.

Cette approche « historique » présente tous les aspects du VRAI puisque, si l'on travaille sur un nombre élevé d'échantillons (pour parler en termes statistiques), il est facile de trouver dans les deux distributions (les bons et les méchants) des échantillons, bien réels, dont on a besoin pour étayer son raisonnement. En fait, on a trouvé ce que, dès le début, on voulait trouver. Cette démarche intellectuelle transparait assez clairement, me semble-t-il, dans votre partie de l'article sur la plaque de Cahors : il est articulé presque uniquement autour de la dichotomie entre libertaires (compte tenu de l'importance de la CNT-Confederación nacional del trabajo il faudrait plutôt dire anarchosindicalistes) et communistes du PCE (*Partido comunista de España*) et du PSUC (*Partit socialista unificat de Catalunya*) dans le domaine mémoriel pour s'adjudger

les « gloires » du passé¹. Comme les bons et mauvais points sont distribués, voudrait-on croire, équitablement, le « match » ne peut se terminer que par un score nul. Pour utiliser un terme archiconnu en football : *match nul et balle au centre*.

- Dans cet ordre d'idées il faut souligner un écueil important : le sujet choisi pour l'étude et la grille de décodage qui l'accompagne. En effet pour les exilés libertaires et communistes la ligne de clivage passe déjà par le choix du sujet traité. Le tropisme hiérarchique des uns et des autres n'est pas le même si bien que, suivant la grille de décodage qui est choisie on arrive à un résultat pour lequel, d'évidence, il y a un biais originel. Pour illustrer ce que j'avance plusieurs exemples, pris dans « mon » milieu, me semblent représentatifs du refus de décorations et autres hochets :

- Joaquin Dieste qui habitait Bagnères-de-Bigorre a participé depuis le début au maquis du Plateau des Glières. Il n'avait jamais demandé sa carte d'Ancien combattant jusqu'au jour (très tardivement) où il a croisé un ancien camarade du Plateau qui venait faire une cure dans sa ville. Il lui apprit que son passage dans le maquis lui donnait des droits pour sa retraite. Il travaillait dans une scierie et était bien fatigué. Il prit la carte.

- Constancio D. vieux militant libertaires des Pyrénées. Son réseau de résistance était, semble-t-il, alimenté en matériel par les Anglais. Sa maison devint le siège d'un poste émetteur-récepteur. La guerre finie, deux diplomates anglais voulurent le décorer d'une très haute distinction britannique. Il refusa.

- Ramón Vila Capdevila tué en août 1963 par la Garde civile dans les Pyrénées espagnoles près de Manresa a été un résistant dans le Limousin, les Pyrénées et à la Poche de Royan. Les autorités françaises voulurent le décorer de la Légion d'honneur et autres médailles militaires. Il les refusa.

On comprend bien que si le critère de tri ce sont « les mé-

dailles » les libertaires sont handicapés². Ils ne s'en plaignent pas. C'est certainement aussi la raison pour laquelle je n'avais absolument jamais entendu parler d'organisations que vous signalez dans votre article comme l'ACUN (*Agrupación Cenetista de Unión Nacional*). Ce n'était pas la préoccupation de la très grande majorité des réfugiés qu'ils soient libertaires, socialistes ou poumistes.

- Notons aussi que l'« hystérie » mémorielle (et non historique) qui s'est emparée de la société est relativement récente. Dans mon enfance et adolescence, je n'ai pas le souvenir d'avoir entendu des récits glorieux où l'héroïsme se conjugait avec l'intelligence, le courage, etc. Les conversations roulaient plutôt sur ce qui se passait en Espagne et dans le monde, les positionnements des uns et des autres, les « surprises » que l'administration nous réservait et surtout, l'émancipation de l'individu et la promotion de la culture étaient le fer de lance des libertaires (trois troupes de théâtre-amateur à Toulouse jusqu'aux années 60).

Étude de votre article, sur le versant « Plaque de Cahors »

Dans le grand Chapitre : « La manifestation de la Mémoire résistante espagnole dans l'espace public » vous consacrez un sous chapitre : « L'Amicale continuée, L'affaire de Cahors » (entre les cotes 50 et 57). Je crois avoir été l'un des protagonistes de cette « affaire » c'est pourquoi je me sens dans l'obligation morale d'une part d'apporter quelques précisions essentielles qui me semblent nécessaires et d'autre part d'infirmier quelques contre-vérités manifestes qu'il convient de dénoncer.

En préambule observons que vous semblez ignorer complètement la publication d'un ouvrage qui justement a été écrit et publié en 2012 pour protester contre « l'affaire de Cahors ».

UNE HISTOIRE D'IMPOSTURE – Sous-titre : les habits neufs du stalinisme ou comment l'apposition d'une plaque

1. Cette vision dichotomique – anarchistes-communistes – entraîne l'occultation des autres composantes de l'exil, socialistes, poumistes, partis nationalistes catalans, basques, galiciens notamment. Pourtant eux aussi ont laissé quelques « plumes » dans « la bagarre ». Cela me paraît particulièrement injuste, surtout dans le département du Lot où l'UGT (*Unión General de Trabajadores*) syndicat socialiste (sauf en Catalogne), avait un nombre d'adhérents significatif.

2. Dans le milieu que j'ai fréquenté je n'ai jamais vu quelqu'un exhiber une médaille. Strictement jamais.



Pièce jointe 1.

sur une place publique de Cahors révèle des tentatives de manipulation mémorielle. Collectif «les autres»³ - Ed. Recherche et Documentation d'Histoire Contemporaine – Paris, 1^e édition février 2012 – 237 pages ; 2^e édition décembre 2012. (Pièce jointe N°2) – 319 pages.

Dans ce livre sont rassemblés, de manière détaillée et complète, les documents produits à ce moment-là. Notamment, ce qui est très important, la chronologie des événements est accompagnée de toutes les pièces du dossier reproduites **en intégralité** (p. 249 à 272).

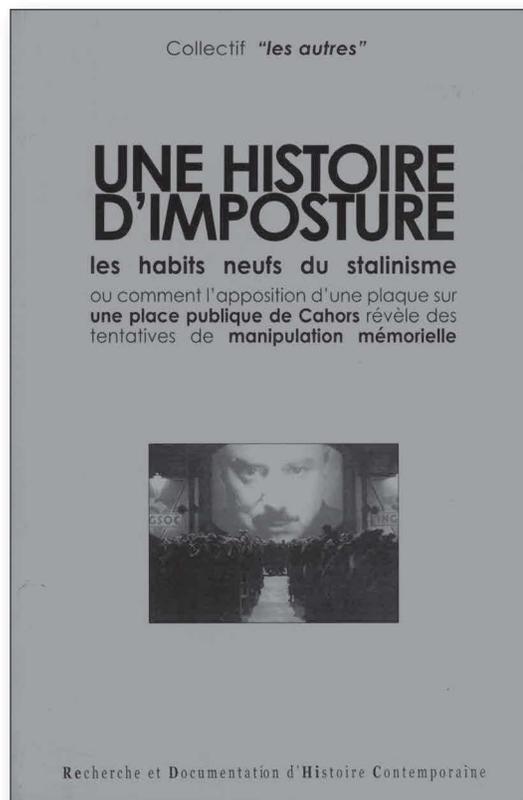
Il paraît même tout à fait invraisemblable que vous n'ayez pas eu connaissance de ce document. Cela remet

non seulement en cause la crédibilité de votre analyse mais interpelle directement sur la fiabilité de vos sources⁴.

Je ne renonce pas pour autant à faire quelques remarques. Pour faciliter mon approche j'ai traité les points que j'ai estimés importants par ordre d'apparition dans votre texte :

Cote 50

L'Amicale a continué jusqu'à nos jours, avec à sa tête, des



Pièce jointe 2.

3. Remarquons que les auteurs de cet ouvrage se dénomment par dérision **les autres**. En effet l'intitulé de la plaque est « En hommage aux Guérilleros espagnols et autres combattants de la liberté ». Il ne faut pas être grand analyste pour voir la condescendance, presque le mépris que recouvre le qualificatif les autres. L'Amicale montre là, et sans aucune ambiguïté, son désir hégémonique. Ce qui, bien-sûr, n'est ni acceptable, ni même tolérable.
4. Vos références semblent s'appuyer pour l'essentiel sur l'Amicale : (...) *L'Amicale a continué jusqu'à nos jours, avec à sa tête, des descendants de guérilleros, fait qui donne à son titre un sens élargi, assumé par ses responsables, au premier rang desquels figure Henri Farreny, dont l'activité de recherche et de célébrations mémorielles est très fournie.* C'est un choix qui me semble non seulement très restrictif mais peu judicieux. La suite de l'article va amplement nous le démontrer.

descendants de guérilleros, fait qui donne à son titre un sens élargi, assumé par ses responsables, au premier rang desquels figure Henri Farreny, dont l'activité de recherche et de célébrations mémorielles est très fournie. À travers son bulletin, les cérémonies commémoratives qui se multiplient, les publications de livres, les colloques et rencontres diverses, l'Amicale continue de travailler, non sans querelles internes encore, à faire connaître et reconnaître l'histoire de la résistance espagnole, et de célébrer la mémoire de ses « héros », d'une forme non exempte de passion et d'émotion.⁵

Portrait d'emblée assez flatteur de l'Amicale et de l'un des responsables alors même que ce dont vous allez traiter concerne le conflit qu'ils ont délibérément provoqué à Cahors.

Étonnant pour quelqu'un qui veut se poser en observateur impartial et fait remarquer avec justesse dans le préambule de l'article que *La passion mémorielle n'est pas une bonne manière de faire de l'histoire*. J'avance que non seulement votre démarche n'en est pas une démonstration manifeste mais qu'au contraire c'est à l'opposé de celle que doit adopter un expert judiciaire par exemple ou tout simplement un arbitre.

Notons toutefois une touche de petite fausse-critique : (...) *de célébrer de ses héros d'une forme non exempte de passion et d'émotion*. Évidemment la passion et l'émotion, si elles sont critiquables, sont des sentiments tellement humains... presque positifs.

Cote 51

L'opposition d'une plaque à la mémoire des « ... Guérilleros espagnols- FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France » le 10 septembre 2011 déclencha une violente polémique, par l'espèce de ségrégation qu'ont ressentie les libertaires dans sa formulation.

Comme chacun sait « *Une demi-vérité sera (tôt ou tard) un mensonge total* ». Il convient donc de rétablir les **faits**. Le 10 septembre 2011, la Mairie de Cahors a honoré les Républicains espagnols en inaugurant une place de la ville – Place des républicains espagnols –, ce qui était tout à fait consensuel et ré-

jouissait la colonie espagnole de Cahors (dont, pendant un certain temps, j'ai fait partie) et beaucoup d'habitants de cette ville. Mais est venue, subrepticement, se rajouter une deuxième plaque à la gloire de Guérilleros... Qui savait que les associations des Guérilleros étaient contrôlées par les communistes (staliniens)⁵ du PCE et du PSUC ?

Que penser de ces méthodes ?

Sommes-nous entre gens de bonne compagnie ?

D'ailleurs certaines associations qui avaient appuyé le projet se sont senties abusées et ont demandé que leur nom soit retiré de la plaque (Maison des jeunes et de la culture de Cahors, en haut à droite sur la plaque, en petits caractères). Il n'y a pas que les libertaires qui ont ressenti l'espèce de ségrégation.

Le maire ? Un jeune carriériste qui ne connaissait rien de rien... mais qui pensait très fort aux élections.

Cote 51 (suite)

Une première réaction « véhémente » de l'anarchiste Carballeira lui valut en retour des insultes de la part du Président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols du Lot.

Rien n'est à jeter dans cette courte phrase, analysons là :

- *Une première réaction « véhémente »*

Dans *Une histoire d'imposture*, j'ai retranscrit tous les échanges entre les différents protagonistes. J'insiste bien, il ne manque pas une virgule.

La réaction qualifiée de « véhémente » : Ángel Carballeira à Jean-Marc Vayssouze-Faure, Maire de Cahors – p. 251-253 – fait l'objet de la pièce jointe N°3. Remarquons que c'est cette lettre qui a déclenché « l'affaire ». N'étant pas spécialiste en « véhémente » vous voudrez bien m'indiquer en quoi et où cette lettre est véhémente. Les lecteurs jugeront.

5. Remarquons que le vocable « staliniens » n'est employé qu'à deux reprises dans tout votre article. (cotes 13 et 48). C'est pourtant le vocable qui était employé à l'époque, d'ailleurs hautement revendiqué par tous les militants communistes orthodoxes du PCE, du PSUC... et du PCF de l'époque.

Ángel Carballeira à Jean-Marc Vayssouze-Faure,
Maire de Cahors

Fontenay, le 15 septembre 2011

Monsieur,

Vous avez participé le 10 septembre dans votre ville à l'hommage rendu aux républicains espagnols. Je tiens à vous témoigner ma reconnaissance pour cette initiative.

En effet ma vie a beaucoup à voir avec le département du Lot et Cahors en particulier : fils de réfugiés espagnols, je suis né en 1942 en bordure même de l'oppidum de Murcens à Cras, village situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Cahors. Mes parents ont « atterri » un

Pièce jointe 3.

Voir texte complet à la suite de la lettre, p. 74.

- de l'anarchiste Carballeira

Je suis d'une génération où ce genre de qualification rappelle inmanquablement le souvenir de l'anarchiste allemand... dixit *L'Humanité* du 3 mai 1968 à propos de Daniel Cohn-Bendit. Dans votre texte je suis le seul à n'avoir pas de prénom mais une qualité : anarchiste⁶. Merci pour la cure de jouvence.

- lui valut en retour

Vous êtes très minimaliste. Monsieur Tony Martinez, président de l'Amicale des anciens Guérilleros du Lot n'a été qu'un très modeste contributeur à ces insultes. Vous trouverez notamment dans les archives du *Bulletin des Guérilleros* un florilège d'insultes beaucoup plus fourni, en effet je suis accablé dans différents courriers et écrits pour mon « *incohérence* », ma « *malveillance* », ma « *confusion* », mon « *ignorance* », mon « *aveuglement* », mon « *dépît* », ma « *jalousie* », je suis un « *affabulateur* » à « *l'étroitesse d'esprit* » qui fait « *des affirmations extravagantes* », porté par mon « *obsession personnelle* » ; mes écrits sont « *venimeux* » parce que je suis « *un anarchiste sectaire* », ils se laissent même aller à employer le terme « *négationnisme* ».

Même si on fait abstraction de ces fautes de goût et des insultes, cette phrase est un condensé de la déclinaison de votre axiome. Faisons-en une analyse :

6. Remarque en passant : souvent quand vous parlez des intervenants qui apparaissent dans votre article vous sentez la nécessité de dire qu'ils sont anarchistes ou libertaires, en revanche, sauf erreur de ma part, on ne signale jamais qu'un tel ou un tel est communiste ou stalinien. Où sont-ils passés ?

7. Le dictionnaire définit le *pâté d'alouette* comme une duperie consistant à présenter de manière trompeuse un produit en mettant en avant une caractéristique mineure (l'alouette) de celui-ci tout en occultant ou en minimisant sa nature principale (le cheval).

- en retour : c'est clair, si on reconnaît les insultes (il faut bien les reconnaître : elles sont écrites) mais elles ne sont que le juste retour d'une agression véhémente.

- des insultes de la part du Président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols du Lot : Pour ne pas impliquer l'ensemble de l'Amicale dans ses outrances langagières il faut sacrifier un pion (comme aux échecs). C'est Tony Martinez qui « portera le chapeau » et les autres sont blancs comme neige.

Il est clair que cette séquence montre votre volonté de conclure par une sorte de pâté d'alouette⁷. Dans le pire des cas si l'opération s'avère impossible, la distorsion imposée étant trop grande, il faut alors à minima arracher le match nul. Il faut que les torts soient partagés : match nul et balle au centre. L'axiome est respecté. Néanmoins les faits sont têtus et les écrits difficiles à gommer. Vous conviendrez que l'on ne peut en aucune façon prétendre faire de l'Histoire de cette manière, à moins de vouloir se discréditer totalement. L'Histoire se conclut rarement par un match nul – nous en savons quelque chose.

Cote 53

Jean Vaz propose « hommage aux Espagnols morts pour la liberté dans le département du Lot »

Cette proposition [de l'anarchiste Vaz (oh ! pardon !)] de Jean Vaz qu'il fait dans un courrier du mois d'octobre 2011 – p. 218-221 de *Une histoire d'imposture* [il y a tout dans ce livre]. Sans vouloir absolument avoir un copyright sur quoi que ce soit je vous signale que dans mon courrier réputé « *véhément* » du 15 septembre 2012 je proposais déjà : « *Il m'aurait semblé plus approprié et plus honnête de porter sur la deuxième plaque : En hommage aux Espagnols morts pour la liberté* ». Dont acte. Mais le désir hégémonique « inoxydable » semble s'être incrusté durablement dans l'ADN des membres de l'Amicale, d'où, obligatoirement, l'« affaire ».

Cote 53 (suite)

(...) le recours aux historiens, aux conservateurs d'archives, qui peuvent être violemment pris à partie (d'après les témoignages recueillis) ; d'une manière plus large, les appels

à l'opinion, les pétitions, c'est-à-dire la mobilisation des « militants ».

Il semblerait que tous les points « embêtants » à expliquer, gérer et justifier soient regroupés et « expédiés » en trois lignes ; il faut bien en parler pour ne pas perdre la notion de pseudo-équilibre et risquer d'être taxé de partialité.

- Le recours aux historiens :

Comme aurait dit Cyrano : Ah ! non ! c'est un peu court, jeune-homme !

En effet l'historienne Geneviève Armand-Dreyfus a pris parti dans le débat – voir son courrier publié, avec son autorisation, dans *Une histoire d'imposture*, p.254, et faisant l'objet de la pièce jointe N°4.

Qui est Geneviève Armand-Dreyfus ? Une historienne reconnue par ses pairs, aussi bien en France qu'en Espagne, comme la référence majeure de l'histoire de l'exil espagnol en France... et qui, en outre, habite Cahors.

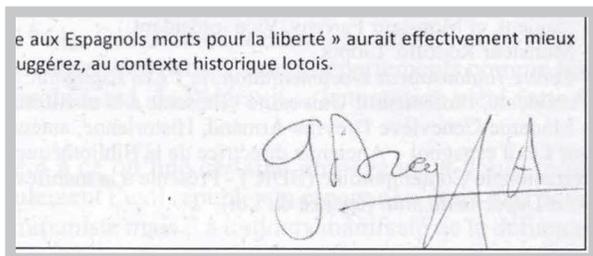
Que dit-elle ? (...) *Si des guérilleros étaient certes présents dans le Lot, la plupart des résistants espagnols présents dans le département prenaient part à des mouvements français de Résistance, comme le maquis « République-Liberté » du capitaine Philippe, Jean-Jacques-Chapou. À moins de considérer que tout résistant espagnol doit être désigné comme « guérillero », historiquement ce terme correspond à une organisation résistante bien précise. (...)*

Ce qui est inscrit sur la deuxième plaque et le logotype de l'Amicale ne correspondrait donc à rien de réel dans le département du Lot ?⁸

Étonnant non ?

- qui peuvent être violemment pris à partie (d'après les témoignages recueillis)

Être violemment pris à partie ? C'est formidable, cet emploi du passif ! Il évite de dire qui a pris violemment à partie des



Pièce jointe 4.
Voir texte complet p. 66.

historiens, seul moyen de sauver votre thèse de l'équidistance. Car toutes les insultes et mises en cause sont venues de Henri Farreny et de son *Bulletin*. En outre, remarquons l'imprécision de la formule. Il n'y a aucun témoignage à recueillir mais tout simplement à consulter « Les bulletins d'information de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI ». L'historienne qui jusque-là était encensée, est brusquement accablée pour son « ignorance », sa « présomption », sa « versatilité » et ils lui dénie toute « autorité historique ». Comme pour moi, ils se laissent aller au terme « négationnisme ».

Remarquons que Geneviève Dreyfus Armand a été soutenue dans sa démarche par un autre historien tout aussi réputé, Pierre Laborie, cadurcien comme elle et directeur d'études à l'EHESS. Dans *Une histoire d'imposture* vous trouverez – p.232-234 – son article « Mémoire et histoire », qui pourrait participer à votre réflexion.

- les appels à l'opinion, les pétitions, c'est-à-dire la mobilisation des « militants ».

C'est exact, mais pourquoi minimiser l'importance de l'opinion, etc. Les choses doivent-elles se résoudre en petits comités et en catimini (Association, Maire, Conseil départemental, etc.) ? En très peu de temps (1 ou 2 mois) nous avons eu, à partir d'une pétition que je joins en pièces 5 et 6 (vous pourrez ainsi constater de visu la « véhémence » de cette pétition), une réponse de plus de 300 personnes dont vous gagneriez, j'en suis certain, à lire les commentaires pour connaître vraiment ce que pensaient les premiers concernés : réfugiés survivants, leurs enfants ou leurs petits-enfants. Un sondage en vraie gran-

8. La seule référence que nous ayons de l'activité des communistes espagnols à Cahors (étaient-ils de la UNE ?) est l'élimination, après la Libération, de Maña, surnommé el Peña, militant de la CNT. Il avait un fils de mon âge et la famille habitait dans la même maison que nous, rue de Lastier. Résistant de la première heure à Cahors, il avait refusé de rejoindre les communistes (peut-être voulait-on l'enrôler pour l'expédition du Val d'Aran ?). Je dispose, sur le sujet, d'un témoignage de première main.

deur et sans masque. (Voir p. 275 à 306 du livre *Une histoire d'imposture*).

Quant à avancer que c'est la mobilisation des « militants »... Certes, ce n'est pas totalement faux mais croire que les libertaires seuls auraient pu rassembler une grande quantité de militants encore actifs dans le Sud-ouest en 2012... je crois, bien que ce soit flatteur, que vous exagérez.

Cote 54

Certains de ces vétérans n'ont pu qu'être gênés dans cette affaire : l'anarchiste aragonais Martín Arnal Mur, fidèle entre



Pièces jointes 5 et 6
Voir textes complets p. 66-67.

les fidèles à la CNT et à ses principes, résistant au sein de l'UNE dont il a vu aussi les limites, guide des guérilleros à travers les Pyrénées, m'a confié en août 2012, qu'il avait refusé de signer la pétition lancée par les libertaires, leur disant, de son ton serein, que, quand il risquait sa peau, « el pellejo », trop de compagnons restaient dans leur réserve.

Comme je le disais précédemment, il est assez facile de trouver dans une répartition l'échantillon qui correspond à ce que vous pensez. C'est Martín Arnal, que je connais bien, que vous avez choisi. Mais comment se fait-il que vous vous contentiez d'un seul échantillon ? (de quoi « euthanasier » un statisticien). Remarquons aussi que vous glissez malicieusement : *leur disant, de son ton serein*. Attention ! Vous quittez le terrain de l'histoire pour entrer dans celui du journalisme (d'opinion ?). Il se trouve que je connais bien la personne qui l'a démarché pour signer la pétition : sa version n'est pas tout à fait la même.

Nous connaissons d'anciens membres de la UNE qui ne sont pas du tout sur cette position, je pense notamment à Henri Melich qui a beaucoup publié sur le sujet. Je vous annonce par ailleurs que le CTDEE⁹, dont je fais partie, va prochainement publier les mémoires inédites de quelqu'un qui était au Val d'Aran. Je peux vous annoncer en avant-première que son récit ne donne ni dans le sensationnel ni dans l'héroïque. Mauvais client ?

Pour conclure

Dans une autre mise au point, en 2000¹⁰, où j'étais intervenu, un ami historien avait commencé notre article par ces considérations sur l'histoire et les historiens. Il disait notamment :

« (...) Encore faut-il que l'historien observe un certain nombre de règles simples Nous n'en retiendrons que trois, mais qui semblent essentielles :

- Oublier, autant que faire se peut, son propre positionnement politique pour éviter de décrypter les événements à l'aune de son seul système de référence,

9. CTDEE : Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol.

10. *L'exil républicain espagnol à Toulouse (1939-1999)* observations à propos du chapitre « Les Anarchistes », juin 2000.

- Faire scrupuleusement le tour de la question étudiée, c'est-à-dire puiser dans toutes les sources existantes, qu'elles soient bibliographiques ou testimoniales,
- Ne pas se faire « instrumentaliser ».

Avez-vous l'impression d'avoir coché toutes les cases ?

Force est de constater, avec une certaine amertume, qu'« il n'y a rien de nouveau sous le soleil ». Je pense, au moins pour « l'affaire » de Cahors, que vous êtes passé à côté d'une étude historique sérieuse qui aurait pu amener quelques éclairages nouveaux. J'espère que ces quelques observations, que je crois étayées, vous aideront à corriger quelque peu votre vision.

Vos approximations à propos des péripéties cadurciennes montrent combien il est important pour nous, les autres, d'envisager, dès maintenant, une troisième édition (enrichie) d'*Une histoire d'imposture*.

Cordialement.

Fontenay-aux Roses le 11 mars 2021

Ángel Carballeira

P.S. : ce courrier peut circuler sans aucune restriction, je suis pour la transparence totale... mais sans coupure de phrases.

Pièces jointes au courrier d'Ángel Carballeira. Les textes dans leur intégralité.

Pièce jointe 3

*Ángel Carballeira à Jean-Marc Vayssouze-Faure,
Maire de Cahors*

Fontenay, le 15 septembre 2011

Monsieur,

Vous avez participé le 10 septembre dans votre ville à l'hommage rendu aux républicains espagnols. Je tiens à vous témoigner ma reconnaissance pour cette initiative.

En effet ma vie a beaucoup à voir avec le département du Lot et Cahors en particulier : fils de réfugiés espagnols, je suis né en 1942 en bordure même de l'oppidum de Murcens à Cras, village situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Cahors. Mes parents ont « atterri » un peu par hasard dans ce village ; malgré les conditions difficiles ils rappelaient avec émotion et reconnaissance l'attitude de certains habitants de la commune, en particulier du maire Aristide Soulié et de son épouse qui était la directrice de l'école. Ma soeur, née à Barcelone, a été une

de ses élèves. Mon père fraîchement reconverti au métier de bûcheron, nécessité oblige, était en rapport, sans y avoir été directement impliqué, avec des membres espagnols de la Résistance notamment Minguillón, Cabellud et Parra ; ces deux derniers devaient malheureusement y perdre la vie. Après la Libération nous avons habité dans un premier temps à Cahors avant d'« émigrer » à Toulouse ; ma première scolarisation s'est faite à l'école maternelle Clémenceau de Cahors, ensuite la plus grande partie de mes études je les ai poursuivies à Toulouse. C'est au lycée Clément Marot que ma sœur a occupé son premier poste dans l'Éducation Nationale. Nos retours à Cahors étaient fréquents car mon oncle et ma tante ont continué à y vivre jusqu'aux années 60. Je crois, compte tenu de ce passé, connaître assez bien la communauté exilée de Cahors. Bien que ne manquant jamais d'y faire une halte, c'est donc avec un grand plaisir, comme vous l'imaginez, que j'ai retrouvé, pour un jour, cette ville, un peu « ma ville ». On ne guérit pas de son enfance.

Mais ce plaisir a été gâché au cours de cette commémoration par la juxtaposition de deux plaques. Juxtaposition qui peut entraîner des confusions très regrettables.

La première plaque : Place des Républicains Espagnols est suffisamment neutre pour satisfaire la mémoire collective et montrer un certain respect de la France pour ces gens qui après avoir traversé les Pyrénées pour ne pas supporter la dictature franquiste ont participé, malgré leur situation précaire, à la vie de la cité en apportant, comme d'autres exilés, leur droiture, leur courage et leur force de travail. Certains même n'ont pas hésité à s'engager dans la Résistance (Plateau des Glières, Maquis de l'Ariège, Réseau Pat O'Leary,...) ou dans l'Armée Française (2^e DB, Corps Francs,...).

La deuxième plaque : En hommage aux Guérilleros Espagnols - FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France pose problème.

Je m'en explique.

- Actuellement pour un Français le terme Guérilleros Espagnols peut être compris comme des résistants ayant participé à la lutte contre le nazisme... en y ajoutant une pointe d'exotisme. Pour un historien ou un fils d'exilé ces termes ont une tout autre signification et une connotation claire (certains dans leurs discours l'ont d'ailleurs revendiqué) : Guérilleros Espagnols est une entité autonome sous le contrôle du Parti Communiste Espagnol (d'ailleurs très stalinien à l'époque) à travers la Unión Nacional Española qui après la Libération a tenté de faire une OPA hostile (pour employer le vocabulaire d'aujourd'hui) parfois par la violence sur tout l'exil espagnol.
- Qu'il y ait eu des résistants communistes espagnols dans les maquis du Lot, bien sûr, mais je n'ai jamais lu ni entendu quelqu'un faire référence aux Guérilleros Espagnols en tant que tels dans ce département. À ma connaissance les Espagnols (quelle que soit leur couleur politique) qui ont participé aux maquis du Lot l'ont fait uniquement à travers des entités françaises.
- Comme à la fin de la guerre nous étions en présence d'un Parti Communiste Français fort et dominant il n'est pas étonnant que le Parti Communiste Espagnol, s'appuyant sur le parti frère, ait adopté une attitude arrogante par rapport aux autres composantes de l'exil : anarchosyndicalistes, socialistes, républicains, trotskistes.

Hélas les désaccords n'ont pas été que philosophiques ou sémantiques et ne se sont pas arrêtés

au stade des intimidations. Ils ont culminé avec l'élimination physique de militants de ces courants. Entre autres et pour mémoire je rappellerai l'assassinat de l'anarchiste Ricardo Roy et de sa famille le 15/07/1944 à Castelnau-Durban et celui du secrétaire de la section toulousaine du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol de Toulouse, Auxiliario Benito (fin octobre 1944). Ces dérives totalitaires ont été, et pour les mêmes raisons, observées dans d'autres départements comme les bassins miniers du Gard, de l'Hérault... la tentative a été forte à Cahors.

- Contrairement à ce qu'une certaine propagande a voulu faire croire, non seulement l'exil républicain espagnol n'était pas pour l'essentiel communiste mais il a toujours manifesté de la défiance vis-à-vis du Parti Communiste Espagnol. Déjà dans les Camps au moment de la signature du Pacte germano-soviétique le 23/08/1939 (mon père était à ce moment-là interné au Camp du Vernet-sur-Ariège) il y eut des affrontements sévères, parfois physiques entre prisonniers. Cela restait encore vrai au début des années 60, puisque lors de la création de l'Ateneo Español de Toulouse, sis rue de l'Étoile, qui se voulait pourtant très œcuménique, il y avait dans ses statuts un article qui, de fait, interdisait leur adhésion.

Toutes ces raisons font qu'il ne me semble ni juste, ni respectueux, ni convenable de juxtaposer des oxymores par le truchement de plaques commémoratives.

Certes, avancer masqué et accaparer l'histoire a toujours été le moteur de beaucoup de groupes politiques tout comme les demi-vérités qui associées à la confusion des genres sont un bon instrument pour y parvenir. Ce n'est pas l'Histoire telle que je la conçois.

Il m'aurait semblé plus approprié et plus honnête de porter sur la deuxième plaque : En hommage aux Espagnols morts pour la liberté.

Certains me reprocheront de ne pas avoir tourné la page mais je crois qu'avant de la tourner il faut l'avoir lue.

Bien à vous.

Ángel Carballeira

Pièce jointe 4

Geneviève Dreyfus-Armand à Angel Carballeira

Le 26 septembre 2011

Monsieur,

Je ne répondrai que très brièvement à votre courrier du 16 septembre dernier au sujet de la commémoration qui s'est tenue à Cahors le 10 septembre dernier, en hommage aux républicains espagnols et aux résistants espagnols morts, dans notre département, au cours de leur combat pour la liberté. De longs développements pourraient être faits.

En premier lieu, je me réjouis d'une telle initiative, concrétisée par le nouveau nom attribué à une belle place de la ville de Cahors récemment restaurée. C'est un hommage mérité aux républicains espagnols qui, depuis des décennies, ont vécu dans le département et où leurs descendants vivent encore : hommage pour la contribution importante apportée dans différents secteurs de l'économie régionale — agriculture, travaux publics, industrie —, hommage pour leur contribution à la société actuelle et hommage pour la participation de nombre d'entre eux à la Résistance contre l'occupant d'un pays qui les avait si mal accueillis en 1939.

Ces hommages sont le fruit du labeur mené depuis des années par des militants actifs, par différentes associations, par la Maison des jeunes et de la culture de Cahors et doivent également un peu au travail des historiens — au sens large du terme — qui se sont penchés sur cette histoire pour la faire mieux connaître.

Mais la seconde plaque aurait mérité effectivement d'être plus générale et davantage conforme à la réalité de la Résistance espagnole dans le département. Si des guérilleros étaient certes présents dans le Lot, la plupart des résistants espagnols présents dans le département prenaient part à des mouvements français de Résistance, comme le maquis « République-Liberté » du capitaine Philippe, Jean-Jacques Chapou. À moins de considérer que tout résistant espagnol doit être désigné comme « guérillero », historiquement ce terme correspond à une organisation résistante précise. Car, à la différence d'autres départements du Sud-Ouest, comme l'Ariège, le Lot-et-Garonne ou la Haute-Garonne, le XIV^e Corps de guérilleros, puis la Agrupación de guerrilleros españoles, n'étaient pas vraiment représentatifs de la participation des Espagnols du Lot à la Résistance.

Une plaque « En hommage aux Espagnols morts pour la liberté » aurait effectivement mieux convenu, comme vous le suggérez, au contexte historique lotois.

Bien à vous,

Geneviève Dreyfus-Armand

Pièce jointe 5

Pétition ReDHiC

RECHERCHE ET DOCUMENTATION

D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

*Le mélange de vrai et de faux
est énormément plus toxique que le faux pur.*

Paul Valéry

Houilles, le 01/10/2011

Madame, Monsieur,

Le département du Lot a accueilli dans les années 1940 nombre de réfugiés espagnols dont certains ont rejoint les rangs de la Résistance à l'occupation nazie. La mairie de Cahors vient de les honorer en inaugurant le 10 septembre une Place des Républicains Espagnols. On ne peut que se réjouir de cette initiative et en féliciter la municipalité.

Simultanément, le même jour, a été inaugurée une deuxième plaque, juxtaposée à la précédente, portant : En hommage aux Guérilleros Espagnols - FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France.

Les termes ici employés et le logo associé ne sont pas neutres et les interventions de certains, lors de cette manifestation, l'ont confirmé.

En effet, la dénomination Guérilleros Espagnols, qui fait référence au corps armé « Agrupación de Guerrilleros Españoles » créé en mai 1944 par le PCE (Partido Comunista de España), distingue de fait les membres de ce Parti de toutes les autres entités engagées dans la lutte contre l'occupant.

En outre, la notion d'« autres combattants », formule dévalorisante utilisée pour qualifier les Résistants espa-

gnols non communistes, est une marque patente d'irrespect.

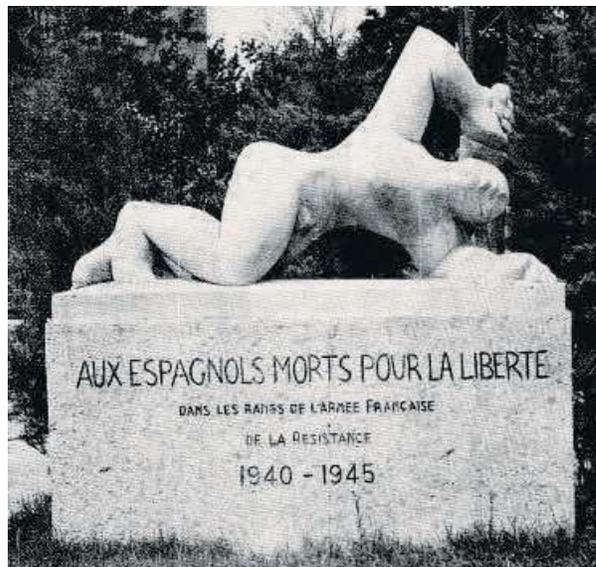
Il ne nous paraît ni convenable ni acceptable de satisfaire un groupe mémoriel opportuniste qui veut imposer ses particularismes et qui rompt ainsi avec une dénomination solidaire que l'on peut rencontrer ailleurs, à Annecy ou à Paris, par exemple.

Au nom de la vérité historique, nous demandons donc que cette position soit révisée et sollicitons votre appui pour cette démarche.

En vous remerciant par avance.

Le Président,
Historien - Spécialiste de l'exil espagnol

Alain Dobœuf



Annecy - 1948. Sculpture de Baltasar Lobo.
Au dos du monument, une citation de Cervantes :
« Pour la liberté autant que pour l'honneur on peut et on doit aventurer sa vie ».

Pièce jointe 6

Formulaire de réponse

A renvoyer rapidement à : Alain Dobœuf - ReDHIC, 52 rue Condorcet, 78800 Houilles ou redhic@laposte.net

Je soussigné, Nom, Prénom, Adresse, Qualité. (Indiquer notamment des liens avec l'Espagne ou avec l'histoire).

- me déclare surpris que la Mairie de Cahors ait accédé aux souhaits d'un groupe spécifique et ait cautionné la décision d'apposer une plaque dédiée aux « Guérilleros Espagnols » lors de l'inauguration de la Place des Républicains Espagnols le 10 septembre 2011.

- demande que soit prise en compte l'exigence d'objectivité si l'on veut honorer l'ensemble des réfugiés espagnols combattants de la Résistance dans le département du Lot.

- propose une modification du texte inscrit sur cette plaque pour une formulation non partisane :

En hommage aux Espagnols morts pour la liberté dans le département du Lot.

Date, signature et observations éventuelles.



Paris - Cimetière du Père Lachaise

Stèle inaugurée le 13 avril 1969,
« à la mémoire des 10 000 républicains espagnols morts en déportation et des 25 000 tombés aux côtés des Troupes Alliées, dans les marcs ou fusillés ».

Monument érigé sous le patronage de Charles Richet, Daniel Mayer et Pablo Casals.

DOCUMENT 3 : lettre de Amado Marcellán

Monsieur Miguel Sans, bonjour !

VOTRE ARTICLE a une grande vertu : il fait une sorte « d'état des lieux » mémoriel sur l'exil espagnol en France qui, sans vouloir être exhaustif, en montre la diversité et les fractures. Ce n'est pas rien par les temps qui courent...

Quoique réductrice, l'approche par les plaques et les monuments ne manque pas d'intérêt. Mais je crains qu'elle ne contredise quelque peu la thèse générale de l'article. Ces « lieux de mémoire » sont divers. Pour n'en citer que quatre, parmi les plus importants : le monument d'Annecy (sculpture de Baltasar Lobo, *Aux Espagnols morts pour la liberté* - 1952), celui des déportés à Mauthausen, au cimetière du Père Lachaise (Juan et Ignacio Gallo, *À tous les Espagnols morts pour la liberté* - 1969), le monument aux Guérilleros de Prayols (sculpture de Manolo Valiente, *Aux Espagnols morts pour la France et la liberté* - 1982), la fresque de la Nueve (Juan Chica Ventura, sans dédicace, drapeaux tricolores français et espagnol - 2019). Pour autant que je sache, aucun d'entre eux n'a fait l'objet d'une virulente « guerre des mémoires », quelle qu'en soit l'entité initiatrice et les rivalités dont elles peuvent être l'expression. Chacune a sa légitimité, même si des filières mémorielles distinctes sont à l'œuvre. Reste la deuxième plaque de Cahors...

Ángel Carballeira vous a livré ses considérations sur l'affaire de Cahors et il m'en a fait part. J'en profite donc pour m'inviter au débat, avec trois observations :

1. Vous vous attachez beaucoup à la pluralité de recrutement de la UNE, par en bas, ce que personne ne conteste ; vous semblez même en faire la clé de sa légitimité. Du coup, vous ne dites rien de la politique initiée, par en haut, par le Parti Communiste d'Espagne, qui impulse la UNE. Ce n'est pourtant pas un secret, puisqu'un jeune journaliste issu de la Résistance et de la Libération en a parlé dans l'éditorial du journal *Combat*, dès le 21 novembre 1944 :

« L'organisme le plus remuant est certainement l'Unión Nacional Española, réunie récemment à Toulouse. Mais de larges fractions de l'opinion républicaine, parmi lesquelles les parlementaires, les mouvements de la gauche démocratique et surtout les groupements syndicaux (CNT et UGT) lui dénie le droit de parler au nom de tous. Leur plus grand grief est la présence dans l'Unión Nacional, bien qu'elle soit soutenue par les communistes, de personnalités d'ancien régime, comme M. Gil Robles, qui a quelque chose à voir avec la répression des Asturies en 1934. »

Vous aurez reconnu Albert Camus. Les républicains, socialistes ou libertaires qui se sont joints à la UNE dans la lutte contre les amis d'Hitler et Mussolini ne l'ont sans doute pas fait pour s'allier avec un admirateur de Dollfuss ! La plupart des communistes non plus, probablement, même s'ils sont « entravés » par la discipline de parti, comme vous dites. On touche là aux limites politiques de « l'adhésion » et c'est aussi à cette aune qu'il faut explorer *Solidaridad obrera UNE*.

2. Les conditions de création de la UNE – l'Occupation – en font intrinsèquement une organisation clandestine, avec des exigences fonctionnelles peu propices au débat. Sa dissolution – *sin pena ni gloria* – deux mois après la fin de la guerre montre combien le projet politique dont elle était le vecteur s'est révélé fragile : il s'est effondré avant de naître vraiment. Pour cette « union », démocratie et liberté – avec toutes leurs limites – se sont montrées hautement toxiques. Les guerres internes dans le Parti Communiste d'Espagne ont fait le reste.

Il existe une notable différence entre l'engagement concret dans la lutte armée antifasciste et le projet politique de l'organisation qui l'encadre. Pour l'exprimer autrement, il y a

tout lieu de croire que pour les très nombreux libertaires, poumistes ou caballeristes qui combattirent jusqu'à la toute fin de la guerre civile, le projet politique des autorités « encadrantes » de la République était assez différent de celui – révolutionnaire – qui les avait portés sur les barricades et les fronts avant les « événements » de mai 1937, avec leurs morts, leur répression et leurs interdictions, dont vous rappelez opportunément le rôle de « point bascule ». Ainsi Martín Arnal – trop jeune pour avoir participé à la guerre civile en Espagne – poursuit le combat antifasciste par un engagement dans la Résistance, mais pas du tout via la UNE, contrairement à ce que vous affirmez. Il faisait partie du Groupement « Vendôme », rattaché au réseau Armée Secrète. Et il n'adhère pas plus au projet politique du colonel Pierre Vandeven, qui commandait le groupement, qu'à celui des communistes qui dirigeaient l'opération *Reconquista de España* à laquelle il a participé via la UNE, effectivement. Il dit des choses suffisamment fortes à propos de la politique du PCE – toujours d'un « *ton serene* » – pour s'en convaincre.

3. L'empathie à l'égard de Miguel Pascual, que ses camarades libertaires ostracisent, introduit une dimension compassionnelle dans une époque qui ne l'était guère. Mais si ses anciens camarades se sont montrés sévères avec Miguel Pascual, c'est sans doute qu'il y avait quelques dizaines – ou centaines – de cadavres en travers du chemin. Des articles et des ouvrages récents explorent encore ces pages sombres qui ont vu des Guérilleros liquider, pour l'exemple, des gens qui ne voulaient pas les suivre, et même certains

qui les avaient suivis... Dans des phrases à charge contre les libertaires, ces crimes « *attribués aux communistes* » sont évoqués de manière fort sibylline... Du coup, on dirait que vous signalez, en passant, une corrélation, alors qu'il faut y voir sans doute une causalité. L'évocation de la tuerie de Lacazasse le 15 juillet 1944 – 7 morts dont deux très jeunes enfants, toute la famille du libertaire Ricardo Roy – est glaçante, encore aujourd'hui. Les obsèques du résistant socialiste Auxiliano Benito, fin octobre 1944, réunissent à Toulouse des milliers de réfugiés espagnols. Ces crimes sont « *attribués* » aux Guérilleros de la UNE, pour employer votre prudente terminologie. Faute d'avoir été spécifiquement étudiés par les historiens de la Résistance et de la Libération, ces crimes ont été enterrés sous les récits héroïques. Et c'est précisément pour dépasser tout confinement dans la véhémence mémorielle – pourtant la seule arme des vaincus de l'histoire – qu'Ángel Carballeira s'emploie à les documenter, méthodiquement...

En tout état de cause, et vous le signalez dans votre texte, ce qui alimente les conflits – et rend donc impossible toute mémoire apaisée – c'est la volonté hégémonique. L'étape suivante, c'est de l'explicitier.

Cordiales salutations,

Amado Marcellán
14-03-2021



La stèle de Buziet (Pyrénées Atlantiques).

Une formulation qui ne tergiverse pas :

GUERRILLEROS ESPAÑOLES
 Brazo armado de Unión Nacional
 Muertos por la Libertad y la Fraternidad Franco-Española
 [Guérilleros Espagnols
 Bras armé d'Unión Nacional
 Morts pour la Liberté et la Fraternité Franco-Espagnole]

La croix soulève toutefois quelques interrogations.

*Cette photographie a déjà été publiée dans Les Cahiers n° 7,
 en juillet 2017.*

Poursuite du débat

L'histoire, une question de méthode

LA LECTURE ATTENTIVE de l'article de Miguel Sans fait apparaître trois thématiques, successives ou entrecroisées : l'histoire méconnue de la *Agrupación Cenetista de Unión Nacional* (ACUN), le survol de la présence-absence libertaire dans la Résistance, le récit unilatéral des « conflits de mémoires ». L'écart avec les intentions affichées par le titre de l'article est frappant.

ACUN, faut-il grossir le trait ?

MIGUEL SANS A RAISON quand il affirme qu'une sorte de silence entoure cette éphémère organisation. Avouons-le, dans les milieux « militants » que nous avons fréquentés – non, ce n'est pas un gros mot –, elle n'avait pas d'existence singulière, hors la référence aux *cénétistes* qui ont pu s'engager dans la Résistance et, surtout, dans l'opération du Val d'Aran, sous étiquette *Unión Nacional Española*. Peut-être aussi, à tort ou raison, l'ACUN n'a-t-elle été considérée que comme une péripétie de papier dans l'affrontement idéologique très fort et bien réel entre totalitaires et anti-totalitaires, que Miguel Sans n'élude pas. Mais concentrons-nous sur le factuel.¹

Restent donc, à coup sûr, des lacunes à combler. L'article donne quelques éléments, en relation avec les « Archives Pascual » dont dispose l'auteur, et qui, à l'automne 2020, devaient être « prochainement » déposées à *La Contemporaine*. Comme elles ne semblent pas y être encore, nous ne pouvons nous appuyer que sur ce dont nous disposons. À vrai dire, c'est peu de chose (mais nous ne sommes que des amateurs). Miguel Sans, feignant d'ignorer que « faux » et « apocryphe » sont synonymes, renvoie le lecteur à *1944 - Les dossiers noirs d'une certaine résistance* (Éd. CES, Perpignan, 1984), attribué à la « Fédération Anarchiste de Perpignan » alors qu'il est signé par « Groupe Puig Antich ». Sur le fond, ça ne change pas

grand chose, mais quand même, pourquoi ce changement d'attribution ? Alors qu'il y a dans cette même publication des témoignages fort intéressants – ceux d'Henri Melich et d'Ángel Aransaez, par exemple –, l'auteur ne s'y intéresse que pour un document iconographique : une photographie de l'en-tête de *Solidaridad Obrera* (UNE) n° 17, du 6 octobre 1944.

Précisons : les numéros 15 et 16 portent une référence à la UNE dans le sous-titre ; les numéros 17 à 23, eux, à l'ACUN. Dans un souci de cohérence, nous utiliserons la dénomination *Solidaridad Obrera* (UNE) pour les sept.

Lors de l'édition de *Une histoire d'imposture*, nous avons déchiffré le contenu visible du début de l'éditorial du n° 17, sous responsabilité de l'ACUN. Voici ce que ça donnait :

« Nous sommes sur la ligne de Moscou. Oui. Et pourquoi pas ? Sur la ligne que nous et d'autres anarcho-communistes avons adoptée dès que les Russes ont ébranlé toutes les couches sociales du monde et qu'ils ont rendu obsolètes toutes les autres tactiques révolutionnaires connues pour leur stupidité et leur inefficacité. »

Pour l'ACUN, il s'agit donc d'un ralliement sans nuance au modèle bolchevique de la révolution, incarné par « Moscou » – un discours qui sonne étrangement, aujourd'hui. Qui a tenu la plume ? Poser la question, c'est presque y répondre : ce ne sont pas (ou plus) des anarchosindicalistes. D'où l'adjectif « apocryphe » (= dont l'attribution à un auteur déterminé est erronée). S'est-il agi d'un désir de « triangulation », comme on dit maintenant ? Accessoirement, se plaindre d'être ostracisés par des gens dont vous soulignez la « stupidité » et l'« inefficacité » est un peu curieux, non ?

Nous en sommes là.

1. Miguel Sans ne renvoie à aucune référence académique. Nous n'en connaissons pas non plus.

Restent la *Unión Nacional Española* et la formation armée *Agrupación de Guerrilleros Españoles*, dont Miguel Sans tente une approche numérique, avançant un pourcentage de 40 % de libertaires. Il explique aussi les difficultés de dénombrement. Pour notre part, nous n'avons rien à apporter sur ce sujet. Tout au plus pouvons-nous faire part de notre étonnement. Si ce chiffre venait un jour à être confirmé et compte tenu de l'implication de nombre d'anarchistes espagnols dans d'autres groupements de résistance (Francs-Tireurs et Partisans, Armée Secrète, Organisation de Résistance de l'Armée, Mouvement Unifié de la Résistance, réseaux anglais comme « Robur » ou « Pat O'Leary »...) ainsi que dans les armées alliées, il apparaîtrait que les communistes espagnols y ont été très minoritaires. Surtout si l'on ajoute les socialistes, républicains, *poumistes*, Catalans et Basques... Ce serait un comble !

En note 13 de son article, Miguel Sans en appelle à l'ouvrage *Memorias de un anarquista de Angüés*, de Martín Arnal Mur, son seul et unique « grand témoin », auquel il fera appel pas moins de quatre fois dans son article. Il fait notamment référence à la note 80, rédigée par Raúl Mateo Otal, qui a aidé Martín Arnal pour la rédaction et l'édition de ses mémoires.

Nous nous y sommes reportés. Même s'il y a des éléments de cette note qu'il conviendrait de préciser, elle est assez riche pour que l'on puisse relever quelques points :

- Sur les méthodes de recrutement de la UNE : le prosélytisme (« notamment de l'ancien anarchiste Márquez Sicilia ») et les menaces (« on constate l'assassinat de plusieurs militants libertaires comme Pedro Pérez, Luís García Martínez, Ramón Folch et Miguel González, qui ont refusé d'intégrer la UNE »).
- En août-septembre 1943, le Comité de Relations de la CNT en France (José Germán González) a explicitement refusé d'adhérer à la UNE et a demandé sa dissolution.
- Même refus en Espagne de la part du Comité National de la CNT (Eusebio Azañedo Grande).
- « Lorsqu'elle tint son congrès à Toulouse, du 2 au 5 novembre 1944, l'UNE ne put compter que sur une présence réduite de l'UGT, du PSOE et de la CNT. »

- « L'attitude unitaire fut plus effective parmi les combattants de l'intérieur, ce qui explique probablement que divers confédéraux [cénédistes] aient accepté l'intégration dans des groupements de guérilla d'obédience communiste, sans que pour autant cessent les tensions (résolues le plus souvent par l'assassinat d'anarchistes). »

On ne peut que regretter que Miguel Sans n'ait pas diversifié davantage ses sources. Il a pourtant connaissance de la trajectoire et du témoignage d'Henri Melich (libertaire résistant du maquis FTP Jean Robert et acteur direct de l'expédition du Val d'Aran), dont nous avons déjà parlé. Aujourd'hui, un autre témoignage est disponible, dont Ángel Carballeira annonçait la prochaine parution dans sa lettre. Dans sa collection « À livre ouvert », le CTDEE a publié, en juillet 2021, celui de Juan Narciso Betancort, mis en forme par Émile Morel, *Adieu, Lanzarote !!*² Sans compter d'autres écrits sur lesquels nous reviendrons plus avant.

Survol de la présence-absence libertaire dans la Résistance

IL S'AGIT D'UN SURVOL, en effet. En rase-mottes. La note 1 de l'article, censée appuyer l'assertion selon laquelle « la tendance majoritaire de la CNT aurait adopté encore en juillet 1944 une résolution qui s'opposait à toute participation à une action militaire contre l'occupant » (apprécions le conditionnel), renvoie à l'ouvrage de José Berruezo, *Contribución a la historia de la CNT de España en el exilio*, México, Editores Mexicanos Unidos, 1967, p. 225. Nous y sommes allés. Et nous n'avons pas trouvé de « résolution » adoptée en juillet 1944 par la « tendance majoritaire » de la CNT visant à s'opposer à une « action militaire contre l'occupant ». Bien au contraire, il s'agit de la relation, très longue et un peu labyrinthique, d'une sempiternelle chamaillerie entre tendances – que José Berruezo n'a toujours pas digérée en 1967 – opposant le « groupe de Bordeaux » au Comité National de la CNT de Toulouse, dont Francisco Carreño est alors secrétaire.

2. Il se trouve qu'en 1944, ce *cénédiste* réside dans la région lyonnaise. Par ses relations dans la résistance, il apprend qu'une opération se prépare à la frontière espagnole. Il décide d'y aller malgré les réticences d'un ami portugais, mais passe par Toulouse, où des *compañeros* de la CNT lui disent leurs réticences. Mais « trop tard pour les états d'âme », il s'est engagé à y aller et il y va. Un récit intéressant de l'expédition du Val d'Aran, libre de tout héroïsme de bazar.

Et justement, devant des menaces imminentes, ce Comité National a pris contact avec la CGT, demandé un point de rassemblement pour ses militants toulousains, des armes et des moyens de subsistance. La CGT a proposé un point de rassemblement, a fourni 40 000 francs pour la subsistance, mais pas d'armes. Et c'est cette démarche, non discutée par les militants, que conteste le groupe de Bordeaux, qui fait encore office de « *sub-Comité Nacional en Zona Ocupada* »...

Bien avant la page 225 à laquelle nous avons été renvoyés, il y a dans l'ouvrage de José Berruezo le compte rendu du Plénum du Mouvement Libertaire Espagnol en France qui s'est tenu à Mauriac, dans le Cantal, le 6 juin 1943, point de départ – avec d'autres – de la reconstruction de la CNT sous occupation allemande. On peut y lire la résolution suivante (point 3) :

Intensifier les relations avec la Résistance, en nous faisant connaître en tant que Mouvement organisé et représentatif de l'immigration confédérale et libertaire [dans le document, il est dit « émigration »].

Si position « officielle » de la CNT il y a, et on peut en douter, celle-là en vaut bien une autre. Et elle est appuyée par des faits.

C'est José Germán González qui assurera les contacts avec la Résistance du Comité de Relations issu de la réunion de Mauriac³. Son premier « correspondant » n'est pas loin. Il s'agit de l'ingénieur du Barrage de l'Aigle, alors en construction, André Decelle ; et comme José Germán travaille sur le chantier... On peut voir là un effet inattendu et positif des Groupements de Travailleurs Étrangers. André Decelle, c'est « Commandant Didier » dans la Résistance⁴. José Germán sera aussi en contact avec Paul Schmukel « Chabert », sous-chef d'État-Major FFI pour la région. André Decelle et Paul Schmukel faisaient partie de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA).

Et c'est ici qu'il nous faut revenir à la forme de préambule que nous avons confiée à Geneviève Dreyfus-Armand. Elle y parle de recul critique et de contextualisation. Les fameuses « pièces » dont se repaissent les historiens ne sont rien si on ne les passe au crible de la critique. Réciproquement, leur absence ne signifie, *per se*, rien non plus.

Ainsi, aussi riche soit-il en renseignements, l'ouvrage de José Berruezo est aussi un libelle dans la guerre des tendances que se livrent, encore en 1967, les différents groupes cénétistes, dont la permanence souligne, a contrario, l'absence de l'ACUN. De même, *Solidaridad Obrera* (UNE) ne prend toute sa valeur testimoniale que si on en décrypte le contenu.

Quant à la contextualisation, elle est évidemment indispensable. Les anarchistes, les anarchosyndicalistes, les libertaires ou comment on voudra bien les nommer, ont une *idiosincracia* [idiosyncrasie], une manière de fonctionner individuelle et collective, qui les distingue nettement de la plupart, sinon de la totalité, des autres courants idéologiques. Pour le meilleur ou pour le pire, et ce n'est pas le lieu d'en discuter, ils ne se plient pas ou peu aux injonctions verticales et restent très jaloux de leur autonomie de pensée et d'action, même si par ailleurs ils se proclament attachés à l'action collective.

Un exemple simple : il est très possible que Germinal Esглеas, membre du Conseil Général du Mouvement Libertaire, ait désavoué l'engagement de Francisco Ponzán avec les services secrets britanniques (la note 2 du texte de Miguel Sans renvoie à un autre historien, qui lui-même renvoie à une lettre personnelle de Germinal Esглеas à José Pérez, non citée). Ce qui est certain, en revanche, c'est que ce « désaveux », pas plus que le Pacte Ribentrop-Molotov, n'a en rien « entravé » la détermination et l'action de Francisco Ponzán et de ses nombreux *compañeros*.⁵

3. Jusqu'à son accident de moto (une Terrot, croit se souvenir Berruezo), début août 1944.

4. Il sera, plus tard, directeur général d'EDF et président d'Aéroports de Paris...

5. Pour mémoire, Germinal Esглеas a été arrêté en octobre 1941 ; il est maintenu au secret à la prison Saint-Michel de Toulouse jusqu'à sa condamnation, le 24 septembre 1942, à trois ans de prison pour « *actes de nature à nuire à la Défense nationale dans une intention d'activités communistes ou anarchistes* ». Il passe ensuite par le camp-prison de Mauzac. Il va y faire la connaissance de Jean Cassou, un résistant de la toute première heure (réseau « Musée de l'Homme », avec Boris Vildé) mais aussi de Pierre Bertaux, le futur commissaire de la République de Toulouse. Cassou et Bertaux évoqueront Esглеas dans leur mémoires respectives : Jean Cassou, *Une vie pour la liberté*, Éd. Laffont ; 1981 ; Pierre Bertaux, *La libération de Toulouse et de sa région*, Éd. Hachette 1973. Ensuite, Esглеas est transféré à la prison de Nontron (qu'il partage notamment avec le futur préfet communiste de la Haute-Vienne, Jean Chaintron et celui qui sera son attaché préfectoral, Michel Bloch, « Balle »). C'est de là que les détenus sont libérés, sans violence, le 10 juin 1944, par la Résistance (Armée Secrète).

Autre nécessaire contextualisation : la CNT est un syndicat composée d'hommes et de femmes de tous âges et conditions qui a aussi une longue expérience de l'articulation/séparation avec les groupes d'action. Les trajectoires de Francisco Ponzán (dans le réseau Pat O'Leary) et Ramón Vila Capdevila⁶ (« Capitaine Raymond » dans la Résistance, Francs-Tireurs et Partisans) peuvent ainsi être considérées comme illustratives. C'est pourquoi les vraies interrogations devraient porter, selon nous, sur les raisons philosophiques et pratiques qui ont fait qu'un courant et un seul, parmi les antifascistes espagnols réfugiés en France, ait pu ou su ou voulu se doter d'un appareil militaire **national** comme la *Agrupación de Guerrilleros Españoles*, « bras armé de la UNE ». Et également sur l'intérêt politique que le PCE imaginait pouvoir en tirer, indépendamment de la position hégémonique envisagée.⁶

La référence à juillet 1944 par Miguel Sans est pour le moins malheureuse. Tandis qu'il s'interroge sur l'engagement ou non des anarchistes espagnols dans la Résistance, le 14 juillet, sur la commune de Pleaux, dans le Cantal, a lieu un énorme parachutage (90 tonnes d'armes). Il s'agit de l'opération « Cadillac ». Deux compagnies d'anarchistes espagnols du maquis de Puy Violent (entre 200 et 300 hommes, selon les sources), sous le double commandement de Miguel Barbosa Giro et Juan Montoliu Del Campo, que nous avons bien connu, participent à l'opération. Ils ne sont en aucune façon liés à la UNE. Parallèlement, loin du Massif Central, en Ariège, à Lacazasse, le 15 juillet, deux ou trois *guerrilleros*, selon toute vraisemblance liés à la UNE, assassinent toute la famille de l'anarchiste Ricardo Roy, en son absence : 7 morts dont deux enfants en bas âge. Cela aussi doit être pris en compte pour une contextualisation efficace.

Récit unilatéral de « conflits de mémoires »

D'ABORD, que vient donc faire dans cette galère la *Nueve* et l'association *24 août 1944* ? Sauf à considérer que derrière les CRS qui embarquèrent les libertaires voulant marquer par leurs drapeaux la présence des anarchistes espagnols dans la *Nueve*, il y avait des associations mémorielles jalouses de leur pré carré, il n'y a pas eu à proprement parler de « guerre des mémoires ».

Évidemment, la parution du livre d'Évelyne Mesquida a donné l'opportunité à quelques « sachants » de se gausser du travail et de l'engagement sincère d'une journaliste. D'une certaine manière, Miguel Sans « remet le couvert » à partir d'un truisme : oui, après un trop long silence, on peut considérer qu'il y a eu trop de bruit. Mais le travail du chercheur ne devrait-il pas être de s'interroger sur les raisons et les causes de ce silence ? D'ailleurs, certaines critiques sur des écrits quelquefois fort anciens, exprimées en des termes inutilement blessants, notamment pour Évelyne Mesquida, Geneviève Dreyfus-Armand et « le président de l'association Ay Carmela », peuvent être assumées sans problème, dans une « démarche humble, nécessairement révisionniste », comme l'a écrit Pierre Laborie. Pour ce qui est du ton des « donneurs de leçons » nous ne pouvons que renvoyer à la « synthèse détaillée et critique de l'histoire de la colonne Dronne » qu'a « tentée » Henri Farreny dans le n°135, du 30 septembre 2014, du *Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)*, p. 6-7, comme le dit si complaisamment Miguel Sans. Les lecteurs se feront une opinion.

L'étrange commentaire sur la plaque en mémoire de Manuel Lozano – « on peut remarquer l'accumulation des différentes identités politiques attribuées » – mériterait d'être explicité. Car inversement, à propos de la plaque de Francisco

6. Depuis septembre 1940, Ramón Vila Capdevila, qui s'est échappé du camp d'Argelès, organise des passages de frontière, aller et retour, avec l'Espagne : groupes d'action dans un sens, antifascistes en danger dans l'autre. Arrêté en 1942, il est incorporé à l'organisation Todt aux mines de Bédarieux, après passage par la case prison. En contact avec la Résistance, il intègre le réseau FTPF « Bernard » [Bernard Le Lay] et participe à des opérations d'ampleur (attaque, avec 200 maquisards, d'un train blindé allemand en gare de Massidan, notamment).

Après la libération de Limoges, il rejoint le bataillon *Libertad* – composé en très grande majorité de militants de la CNT. Il participe alors, jusqu'en mai 1945, à la réduction des poches allemandes de Royan et de la Pointe de Grave.

La guerre terminée, il poursuit la lutte armée contre le régime franquiste (passages de frontière, sabotages...) jusqu'au 7 août 1963, où il est abattu par la Garde civile, à la Creu de Perelló, près de Balsareny.

7. La recherche devrait naturellement prendre en compte ce que fut l'une des revendications centrales de la UNE : la convocation d'une Assemblée constituante en Espagne, manière discrète de dire que, pour elle, toutes les options restaient ouvertes, y compris la restauration de la monarchie. Et quand la UNE se dota de rien moins que d'une très totalitaire «*Junta suprema*» [*Junta Suprême*], même le docteur Juan Negrín jeta l'éponge. Dans la note de Raúl Mateo Ojal qui nous avons parlé précédemment, cette revendication d'Assemblée constituante est évoquée en tant qu'elle aurait été portée, aussi, par l'ACUN.

Ponzán à Toulouse, le même auteur remarque que « la dimension volontairement internationale et farouchement libertaire de son engagement n'est certes pas évoquée ». Le dénominateur commun de ces remarques est que rien ne va, concernant les libertaires. Une forme de fixation déjà annoncée, dès l'introduction : les « anarchistes » sont les seuls explicitement désignés à propos de « la passion mémorielle [qui] n'est pas une bonne manière de faire de l'histoire ». ⁸

Nous voici donc au chapitre qui a suscité, en 2021, les lettres d'Ángel Carballeira et Amado Marcellán. Du coup, nous ne nous attarderons pas trop sur « l'affaire de Cahors ». Si ce n'est que nous allons reproduire, en fac-simile, quelques articles du *Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)* car nous nous sommes rendu compte que si Ángel Carballeira mettait sur la table tous les éléments qui ont été produits par lui-même ou l'association Recherche et Documentation d'Histoire Contemporaine (ReDHiC), le lectorat était privé de la prose de ses contradicteurs. Nous allons donc remédier à cette asymétrie, en annexe (p. 84-85).

Dans l'article de Miguel Sans, il y a (introduction mise à part) entre 2 et 7 notes par page. Il n'y en a plus aucune lorsqu'il aborde « l'affaire de Cahors ». Plus aucune « pièce », plus aucun document. Est-ce là une bonne manière de faire de l'histoire ?

Liste non-exhaustive des documents disponibles sur « l'affaire de Cahors » auxquels Miguel Sans n'a pas fait appel pour son article :

- **Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)**, n° 124, décembre 2011, pages 1 et 5.

- Site de l'association **Présence de Manuel Azaña**, où chacun peut consulter, encore aujourd'hui, les textes de la quinzaine de réactions (personnalités et/ou associations) au n° 124 du *Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)*. La contribution de Pierre Laborie a été déposée en février 2012. ⁹
- Collectif « Les autres », **Une histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme**, Éd. ReDHiC, première édition, février 2012 (240 pages).
- **Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF)**, n° 126, juin 2012, page 7.
- Collectif « Les autres », **Une histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme**, Éd. ReDHiC, deuxième édition, revue et augmentée, décembre 2012 (320 p.).
- **Migraciones y Exilios** n° 15, 2015, **Cuadernos de la Asociación para el Estudio de los Exilios y Migraciones Ibéricos Contemporáneos [Cahiers de l'Association pour l'Étude des Exils et Migrations Ibériques Contemporaines]**, Dossier: Memorias republicanas españolas en Francia [Mémoires républicaines espagnoles en France].
Au sommaire :
 - Geneviève Dreyfus-Armand - «*La memoria en el exilio español en Francia: de una generación a la otra, en un contexto conmemorativo específico*» [La mémoire dans l'exil espagnol en France : d'une génération à l'autre, dans un contexte commémoratif spécifique], pages 13 à 27.
 - Amado Marcellán Francitorra - «*Memorias y avatares: 'de que se lo que crean se encargarán otros'*» [Mé-

8. Qu'en est-il de la «passion mémorielle » de Miguel (ou Michel) Sans ? Dans son article affleurent des jugements entachés d'érethisme que l'on expliquerait volontiers par un lien personnel avec ces affaires. Sollicité à ce propos, il n'a pas répondu non plus.

9. <https://www.associationpresencedemanuelazana.com/page9.html> – Outre la signature et le texte de Pierre Laborie, on trouve, sur le même site et à propos de la même affaire, les prises de position riches et variées de Jean-Pierre Amalric, historien et président de Présence de Manuel Azaña ; Jean Ortiz ; Evelyn Mesquida ; Vicente Pradal ; Ángel Herrérin López, professeur titulaire du Département d'Histoire contemporaine de l'UNED (Madrid) ; José Garcia, président, au nom du Conseil d'Administration de l'association Ay Carmela ; Bruno Vargas, chercheur UMR FRAMESPA, maître de conférence en civilisation espagnole ; Odette Martínez-Maler, Conservateur en chef à la BDIC ; Association de chercheurs Adelante ; Placer Marey-Thibon, au nom du Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol (CTDEE) ; José Gonzalez Amellones, vice-président du Conseil général du Tarn-et-Garonne ; Sonia Marzo, pour l'association Fils et Filles de Républicains Espagnols et Enfants de l'Exode (FFREEE) ; Alain Miranda, président, pour l'assemblée générale de l'association Mémoire de l'Espagne Républicaine du Lot-et-Garonne (MER 47) ; Joseph Parello, Département de pharmacologie, Université Vanderbilt (Tennessee) ; Dominique Fernandez, président, au nom de l'association IRIS - Mémoires d'Espagne.

moires et avatars : 'D'autres s'occuperont de leur faire croire...'], pages 29 à 42.

- Rose Duroux - «*Escritura dolorista de los herederos: Serge Mestre y Gisèle Matamala Verschelde y el antipathos de Lydie Salvayre*» [Écriture doloriste des héritiers : Serge Mestre et Gisèle Matamala Verschelde et l'antipathos de Lydie Salvayre], pages 43 à 60.

- **Les Cahiers du CTDEE** n°7, Juillet 2017

- Amado Marcellán Francitorra - « Mémoires et avatars : 'D'autres s'occuperont de leur faire croire..' »¹⁰, p. 11 à 22. (Avec, en iconographie, la photographie de la stèle de Buziet).

Et encore Miguel Sans aurait-il pu mentionner les ruptures au sein du CIIMER de Borredon¹¹, la création du regroupement mémoriel « Caminar », les défections diverses et variées... Tout ceci en réponse aux propos extravagants tenus par les tenants de *L'Amicale* (!).

Réciproquement, les efforts déployés par cette même Amicale, récemment encore, pour être reconnue par les autorités comme seule référente des Espagnols dans la Résistance (hiver 2021, notamment) pourrait donner lieu à d'intéressantes investigations car, effectivement, « il est remarquable que, comme en 1944 (...), les autorités françaises sont sollicitées de fait (...) pour arbitrer, ou prendre parti »¹².

Élargissement de la base documentaire

MIGUEL SANS nous a laissé sur notre faim. Après avoir constaté le silence qui a entouré l'ACUN, il a mentionné un « fonds Pascual » sans en livrer rien de décisif. Tout au plus indique-t-il que dans une publication de 1984 figure une reproduction partielle de la première page du n° 17 de *Solidaridad Obrera ACUN*.

Dans la note 6 de son article, Miguel Sans précise qu'une « collection de ce périodique (n° 1 à 23) est déposée à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam (IISG, Fiche 4226:3) ». Amsterdam, c'est loin. Nous nous sommes contentés de consulter le catalogue en ligne et avons constaté que seuls les numéros 17 à 23 (6 octobre 1944 à 8 février 1945) semblent disponibles. Étonnant, non ?

Quoi qu'il en soit, une collection des n° 15 à 23 (août 1944 à février 1945) est bien disponible au *Pavelló de la República*, à Barcelone, et nous l'avons consultée.

Sans vouloir en faire une étude exhaustive, nous pouvons pointer, par ordre d'apparition, quelques positionnements qui interpellent :

- **Solidaridad Obrera (UNE)** n° 15 - Août 1944

Les cénétistes de la UNE affirment qu'ils en font partie depuis quatre ans. Or la UNE a été créée par Jesús Monzón et la direction du PCE en France en 1942... Le journal annonce l'adhésion du Comité National de la CNT en Espagne à la UNE.

- **Solidaridad Obrera (UNE)** n° 16 - 16 septembre 1944

En entrefilet, démenti de l'adhésion du Comité National de la CNT à l'UNE.

- **Solidaridad Obrera (UNE)** n° 17 - 6 octobre 1944

Les cénétistes de la UNE sont donc « sur la ligne de Moscou » et en sont fiers (voir chapitre : « ACUN, faut-il forcer le trait ? »).

En page 4 : « Toutes les forces espagnoles qui ne sont pas encadrées dans la UNE, seul organisme reconnu par les autorités françaises, seront désarmées ». Il s'agit d'un fusil à deux coups : on apprend à la fois qu'il y a des unités espagnoles en armes qui ne sont pas à la UNE et que « les autorités » mettront bon ordre à cette anomalie. L'information est fournie sous le titre : « L'unité est indispensable ».

10. Traduction de l'article de *Migraciones y exilios*.

11. Ce qui aurait permis de contextualiser la lettre ouverte de Jean Vaz, au lieu de la réduire à un « passage révélateur » d'enfants et petits-enfants « restés figés sur les positions irréconciliables » des vétérans. L'auteur de l'article le sait bien, Jean Vaz a été justement un de ceux qui ont essayé de dépasser ces positions irréconciliables, avant de se heurter, à Cahors, au sectarisme le plus borné.

12. Voir, à ce propos, *On n'écrit pas l'histoire avec une gomme*, une plaquette écrite et éditée par Ángel Carballeira en février 2021.

- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 18** - 21 octobre 1944
Dans le compte rendu du plénum des cénétistes de la UNE, en page 3, une proposition d'unification de la CNT et de l'UGT pour parvenir « au syndicat unique».
- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 19** - 14 novembre 1944
Dans cette livraison, les membres du comité de l'ACUN qui vient de se créer – Cubel, Carlos Díaz, Pascual, Arnau – sont présentés par leur photographie.
- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 20** - 2 décembre 1944
En première page, un grand titre : « Message fraternel de la CNT et de la FAI d'Espagne au guérilleros »
- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 21** - 16 décembre 1944
Poursuite de la campagne conjointe contre le républicain conservateur Miguel Maura, le républicain et président des Cortès du *Frente popular* Diego Martínez Barrio, et le socialiste Indalecio Prieto.
En revanche, le monarchiste – et responsable de la répression aux Asturies en 1934 – Gil Robles, a été précédemment loué pour son adhésion (momentanée) à la UNE [*Solidaridad Obrera (UNE) n° 17 p. 4 et 18 p. 1*].
- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 22** - 11 janvier 1945
Attaque virulente – *ad hominem* – contre Rodolfo Llopes [*Don Pandolfo Llopes (sic)*], qui a été élu secrétaire général du PSOE au congrès de Toulouse, les 24 et 25 septembre 1944.
- **Solidaridad Obrera (UNE) n° 23** - 8 février 1945
Dernier numéro du périodique, dont la publication semble avoir été interrompue sans avertissement préalable. Deux encadrés précisent même son nouveau prix et l'adresse de son administration.

Nous n'avons pas voulu aborder dans ces observations un rien ironiques l'abondante phraséologie guerrière qui parcourt les pages de *Solidaridad Obrera (UNE)*. Pas non plus la

constante discrimination entre courageux combattants (eux) et les timorés, les traîtres, les planqués (les autres). Pas non plus la rhétorique patriotique et nationaliste : tout ceci appartient au lexique et à l'esthétique communistes de l'époque et ressort parfois des excès polémique que l'on pourrait tout aussi bien rencontrer ailleurs.

Plus intéressantes en revanche nous semblent les contributions signées Miguel de Castilla, présenté comme directeur de *Solidaridad Obrera (UNE)*. Ce sont elles qui, de toute évidence fixent « la ligne CNT-UNE ». On remarque en particulier, un formidable réquisitoire contre la République de 1931 (*Solidaridad Obrera (UNE) n° 20*). Indiscutablement, l'argumentaire pourrait être assumé par n'importe quel militant de la CNT : il y a effectivement beaucoup à dire sur les limites de la II^e République. Sauf qu'en l'occurrence il ne s'agit pas pour Miguel de Castilla d'en demander davantage mais moins : le réquisitoire contre la République vise à légitimer la possibilité monarchique !¹³ Il faut bien donner des gages au « nouvel allié » Gil Robles et aux partis et syndicats catholiques qui eux aussi ont rejoint la UNE, dit-on.¹⁴

En page 3 de ce même n° 20 de *Solidaridad Obrera (UNE)*, un article intitulé « Reportages d'aujourd'hui avec images d'hier » est en quelque sorte une forme de testament autobiographique non explicitement signé mais de toute évidence écrit par Miguel de Castilla, qui se met en scène par une photographie de groupe prise en 1931 dans la cour de la *Generalitat*, à Barcelone. La légende nous dit que sont présents « notre directeur » Miguel de Castilla, le commandant Jiménez (en uniforme), les avocats Barriobero et Velilla, et les *compañeros* de renom [José María] Martínez et [Juan] Peiró. De quoi s'agit-il ? «Don Francisco Maciá», président de la *Generalitat*, les a convoqués car il a l'intention de « sortir la CNT de son isolement » et de l'incorporer à la « vie active du Gouvernement ».

Autant dire que le « plan Maciá » n'a pas fonctionné, au grand dam de Miguel de Castilla. Pourtant, on discerne là le possible positionnement politique des cénétistes sincères de

13. Il est intéressant de se reporter à un article publié dans *Solidaridad Obrera* n° 36 du 6 mai 1945 – que, faute de mieux, nous pourrions qualifier d'« authentique » – intitulé « La CNT et la République de 31 ». L'argumentaire est à peu près le même, si ce n'est qu'il débouche sur une conclusion différente : la CNT se revendique indéfectiblement révolutionnaire.

14. Ces courants catholiques ne sont évidemment pas présents en exil. Ils font partie, en Espagne, de possibles « déçus du franquisme » que le PCE – celui de la « main tendue aux chrétiens » – entend enrôler dans sa « Reconquête ». En exil, ce courant aura pourtant un représentant en la personne d'un jésuite, *el padre Vilar*, qui sera exhibé dans les réunions et meetings de la UNE, souvent en compagnie de la socialiste Julia Álvarez Resano.

la UNE. Proches du courant « possibiliste » de la CNT – qui s'est incarné dans le Manifeste des Trente en 1931 – ils le poussent jusqu'à ses ultimes conséquences politiques : la coopération avec le courant stalinien. Et peut-être faut-il voir là une raison essentielle de l'échec de l'ACUN et sa disparition des mémoires. S'il est vrai qu'il y a eu dans la CNT un courant « politique » et un autre qui l'était moins, tous deux se sont montrés opposés à « la ligne de Moscou », de manière intransigeante. Pour ne pas l'avoir compris, l'ACUN s'est privée de tout espace et est morte de consommation, contrairement aux autres courants de l'anarchosyndicalisme espagnol qui, même affaiblis se sont maintenus et ont poursuivi leurs polémiques.

Les derniers numéros de *Solidaridad Obrera* (UNE), début 1945, font montre, à la fois, d'un triomphalisme de façade (versant communiste) et d'une amertume réelle (versant cénétiste), qui se traduira rapidement par l'interruption abrupte du journal et la liquidation prématurée de ce qu'il restait de l'ACUN. Ce qui a fonctionné sur le plan activiste (incorporation à la Résistance, opération du Val d'Aran...) s'est révélé être un fiasco politique. Du coup, on se plaint à longueur de page des exclusions¹⁵ et des diatribes...

Il semble établi pourtant que le passage par la UNE, l'*Agrupación de Guerrilleros Españoles* ou l'opération *Reconquista de España*, n'a pas entravé l'adhésion à la CNT de Martín Arnal, Henri Melich et Narciso Betancort, qui ont raconté leurs souvenirs. Un autre itinéraire est plus parlant encore : il s'agit de celui d'Antonio Téllez. Engagé dans l'AGE, il participe à la libération de Rodez¹⁶. Il est ensuite dans l'opération *Reconquista de España* dans le Val d'Aran. Après de nombreux arti-

cles, il se fera connaître en 1948-1949 par des caricatures et des vignettes résolument anti-staliniennes – « *Una semana en el mundo* » et « *Las aventuras del señor Coleta* » – dans *Solidaridad Obrera* de Paris, l'« authentique ». Comme quoi se trouver du même côté de la barricade ne signifie nullement adhésion idéologique.

Changer de focale

NOUS N'IGNORONS PAS les pièges de l'holisme. Pourtant, sans vouloir forcer le trait, prendre un peu recul permet de mettre les événements en perspective, tant il est vrai que les difficultés auxquelles doit faire face le mouvement libertaire ne constituent pas un cas à part.

Ainsi le courant socialiste – PSOE et UGT – s'est trouvé confronté au même problème, augmenté encore par l'assaut qu'il avait déjà subi de la part de l'Internationale Communiste, dans l'Espagne de la guerre¹⁷.

Il y aura donc aussi deux périodiques *El Socialista*¹⁸. L'ironie de l'histoire est que tous deux paraissent le même jour, le 12 octobre 1944. Le premier porte le n° 5246, dans la continuité de sa longue histoire, qui remonte à 1886. Il résulte aussi du congrès du PSOE qui s'est tenu à Toulouse en septembre et qui a décidé de la réparation de *El Socialista*. Le second, qui paraît aussi à Toulouse le 12 octobre, porte le n° 1 et est édité par quelques socialistes qui se sont engagés avec la UNE. À sa tête, Julia Álvarez Resano, élue députée aux élections de

15. Il semble bien qu'ont été exclus de la CNT ceux qui ont persisté dans la volonté de représenter la CNT dans l'UNE après la Libération [voir *Solidaridad Obrera* (UNE) n° 20 p. 2], et pas ceux qui, au gré des circonstances se sont organisés et/ou ont combattu dans ses rangs.

16. Pour une approche de la complexité : Antonio Téllez combat avec le « bras armé de la UNE » pour la libération de Rodez, le 18 août 1944 ; en octobre, il est au Val d'Aran tandis qu'à Decazeville, exactement aux mêmes dates, huit de ses camarades de la CNT (et un socialiste) sont victimes d'une opération commanditée... par la UNE ! Le socialiste s'est enfui par les toits et a été blessé par balle. Les huit cénétistes sont embarqués pour une destination inconnue ; ils seront libérés à la suite d'une grève immédiate à la mine. Grève qui sera dénoncée comme un sabotage de la production mené par des « provocateurs » et « aventuriers anarchistes » dans un tract du PCF qui contient cinq occurrences du terme « patriote »...

17. À la suite de manœuvres diverses et variées, et toujours sous le sceau de « l'unité », les communistes ont pris le contrôle des Jeunesses Socialistes qui, sous le nouveau vocable de Jeunesses Socialistes Unifiées, deviennent le fer de lance du PCE. De même en Catalogne, où le courant socialiste est particulièrement faible, celui-ci est phagocyté dans le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, affilié à l'Internationale Communiste.

18. Deux, c'est pour simplifier ! Dans les bouleversements de l'exil et de la fin de la guerre mondiale, les groupements politiques et syndicaux éditent une presse là où ils se trouvent. Ainsi, dans l'Afrique du Nord tôt libérée, dès le 1^{er} mai 1944, paraît *El Socialista* en tant qu'organe du courant socialiste. Il en va de même pour les libertaires, avec *Solidaridad Obrera* d'Alger. Et le PCE va publier un *Mundo Obrero* au Maroc. Mais ces titres, sur lesquels ne pèse aucun copyright, ne sont pas des homonymes « hostiles » et n'auront pas de dimension conflictuelle.

février 1936, très engagée dans le courant Negrín, favorable au rapprochement entre socialistes et communistes. Elle est régulièrement mise en avant dans *Solidaridad Obrera* (UNE). La publication du périodique que, par commodité, on pourrait appeler *El Socialista* (UNE), semble s'être interrompue vers mars 1945 (n° 25), peu après que *Solidaridad Obrera* (UNE) eut subi le même sort.

La similitude avec ce qui s'est passé chez les libertaires saute aux yeux.¹⁹ Et encore, nous ne nous sommes pas encore penchés sur ce qui s'est passé dans le courant proprement républicain...

Les 3 et 4 mars 1945, se tient à Toulouse, dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce, le congrès du Mouvement d'Unité Républicaine. Il regroupe, autour de Serafín Marín Cayre, un certain nombre de républicains liés à la UNE²⁰. Le compte rendu de la réunion parle de cinquante délégués représentant environ un millier d'adhérents. Ce qui a dominé le congrès, conclut le compte rendu, c'est « l'idée républicaine, la volonté d'union et le désir de reconquête de l'Espagne et avec elle la République et la légalité constitutionnelle de 1931 ». Il est question aussi des « fractions » des partis républicains qui, quoique invitées, ne sont pas venues...

À l'été 1946, le Mouvement d'Unité Républicaine sort le mensuel *MUR*, qui va rapidement péricliter, semble-t-il. Difficile de faire la UNE sans la UNE... D'autant que Geneviève Dreyfus Armand signale que « les républicains et socialistes qui se sont ralliés au *MUR* s'en détachent quand son orientation est trop manifestement communiste »²¹.

Reste le Parti Communiste d'Espagne lui-même. La brochure intitulée *Pour la République et la légalité républicaine : Tous unis dans la lutte*, publiée en janvier 1945, rédigée par Santiago Carrillo et éditée par *Ediciones España Popular* constitue une pièce indispensable pour comprendre les remous de l'époque (voir p. 5).

Le PCE était arrivé à l'été 1944 dans des conditions fort avantageuses : le Parti Communiste Français – le parti-frère – jouissait d'un prestige indiscutable qu'il s'était gagné dans la Résistance, depuis juin 1941 ; l'Union Soviétique était en train de payer par des millions de morts la guerre que lui avait imposée l'Allemagne de Hitler ; la double initiative UNE / *Reconquista de España*, encadrée dans cette dynamique triomphale avait tout pour séduire et elle a séduit, surtout les plus jeunes. Seulement les choses se compliquent quand on sort de l'isolement et/ou de la clandestinité, qu'il n'est plus seulement question d'action, que le flou des positions et des intentions se dissipe et qu'il faut accepter le débat public, au grand jour.

La brochure se présente donc comme le *vade-mecum* du militant communiste qui doit faire face, à date, à de très sérieuses objections. Plutôt qu'en faire une exégèse, nous allons donner, au fil des quinze pages de texte, les têtes de chapitre et quelques phrases que nous avons considérées significatives :

« Notre Parti [...] a démontré sa grande agilité politique. »

Le PCE, grand parti de la République

« La Parti Communiste a toujours été et est un vrai parti républicain. »

19. Toutefois, pour les socialistes, il y a une vraie crise organisationnelle qui ira jusqu'à une dualité d'organisations UGT : l'une dans la tradition socialiste, avec des personnalités comme Trifón Gómez, Pascual Tomás Manuel Muiño ou Rodolfo Llopis ; l'autre est dirigée par des communistes stalinien comme Rafael Vidiella, des transfuges comme Amaro del Rosal ou des socialistes négrinistes comme Ramón González Peña. Il y a visiblement une tentative d'appropriation du syndicat socialiste par le PCE qui, historiquement, pâtit d'un manque dans ce domaine. Il y aura ainsi, jusqu'en 1950, deux UGT et deux périodiques rivaux, portant le même titre pendant un certain temps : *Boletín de la Unión General de Trabajadores de España*.

Les libertaires, eux aussi sont frappés par une scission à partir de 1945. Ils se consoleront en constatant que les possibles tentatives de pénétration exogènes ont échoué. En tout cas, la presse des deux fractions ne joue pas sur l'homonymie « hostile » : il y a *CNT* et *Solidaridad Obrera* d'une part et *España libre* de l'autre.

20. La date peut sembler tardive. Mais si elle l'est, c'est que, jusque tout récemment, la UNE n'était pas, à proprement parler, républicaine. Elle militait même pour une assemblée constituante laissant ouverte la possibilité monarchique : d'où l'ouverture vers Gil Robles et les organisations catholiques. Ce n'est qu'à l'occasion d'un nouveau changement de cap et de personnes à la direction du PCE que son instrument politique du moment, la UNE, est redevenue républicaine.

21. On s'en étonnera d'autant moins que, parmi les rapporteurs au congrès du *MUR*, il y avait « Don Rafael del Bosque ».

22. Santiago Carrillo, dont le monde médiatique de la Transition a fait un saint, a été pour le PCE, l'homme chargé d'expliquer les revirements. Pour mémoire, c'est lui qui annoncera, en 1977, l'abandon par le PCE du drapeau de la République et son ralliement à la Monarchie. Décidément, le programme initial de la UNE était en avance sur son temps !

« Il a su exprimer, non seulement les sentiments et les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi de toutes les forces sociales du pays. »

La politique de Unión Nacional était et est une politique profondément républicaine

« Nous, les communistes, avons été – on ne le cache à personne – les initiateurs de la politique de Unión Nacional. »

« Il est exact que dans le programme de Unión Nacional que notre Parti proposait alors [Manifeste du Comité Central de septembre 1942], on n'incluait pas le rétablissement de la République et de la légalité constitutionnelle. »

Pourquoi le République ne figurait pas parmi les finalités immédiates de la Junte Suprême [de la UNE]

« Notre Parti était arrivé à la conclusion que pour accélérer la libération de l'Espagne du joug nazi-phalangiste, il fallait constituer une large union nationale dans laquelle participeraient conjointement les forces de la classe ouvrière et du républicanisme et ces forces de droite et même monarchistes [qui initiaient un mouvement de séparation d'avec Franco et la Phalange]. »

« Le chemin de la lutte n'est pas toujours un chemin droit et bien asphalté. »

Franco et la Phalange ont profité de la division des forces républicaines et ouvrières

« La cautérisation des sanglantes blessures de l'Espagne et de notre peuple exige la collaboration de tous. Si ça n'a pas été possible, la responsabilité n'en incombe pas à notre Parti, mais concrètement sur ceux qui par leur maladroite, aveugle et vénéneuse conduite se sont consacrés à la tâche d'ouvrir un abîme entre les forces républicaines et nous séparer avec une terrible muraille de Chine. »

La politique de Unión Nacional a ôté à la réaction l'appui des masses catholiques

« Même si la politique de Unión Nacional telle que l'a posée notre Parti en 1942 et telle qu'elle a été lancée par la Junte Suprême de Unión Nacional en septembre 1943 n'a pas atteint pleinement ses objectifs, cela ne signifie pas qu'elle n'ait pas été extraordinairement fructueuse pour la cause de la libération de l'Espagne et le rétablissement de la République. »

« Je fais allusion à l'incorporation du Parti Populaire Catholique et des Syndicats Catholiques Agraires à la Junte Suprême et au mouvement de Unión Nacional [...]. »

« La ligne de notre Parti et de ses alliés de Unión Nacional [...] a permis de créer déjà des liens d'unité et les conditions

politiques pour arracher au fascisme la base de masses qui ne lui appartiennent pas [les catholiques]. »

La politique de Unión Nacional a déchaîné la lutte en Espagne

« Grace à la Junte Suprême et à la politique de Unión Nacional, le peuple espagnol a obtenu une réponse à la question que se posaient les antifascistes dans les années 1940-1941 : où sont nos chefs ? [...] La Junte Suprême a réalisé cette mission, a comblé ce manque, a donné au peuple une direction juste et unie. »

Nouveaux rapports de forces en Europe et en Espagne

« Les dérives du nazisme sur les champs de bataille, l'encerclement de l'Allemagne nazie, se traduit par une déroute des forces fascistes et réactionnaires, par l'encerclement de la Phalange dans notre pays. »

Tentatives fascistes d'instaurer la Monarchie

« [...] Les couches archiréactionnaires des grands propriétaires terriens, de la haute finance qui, à un moment, auraient pu être, sinon gagnées par la Unión Nacional, au moins neutralisées, [...] se montrent aujourd'hui favorables à la création de ce bloc [fasciste et réactionnaire, en connivence avec la réaction munichoise internationale]. »

Unión Nacional pour le Rétablissement de la République

« Notre Parti considère le moment venu d'introduire ces nouvelles modalités tactiques dans le programme de Unión Nacional. »

Rétablissement du gouvernement républicain de Unión Nacional

« Ce gouvernement [en exil] ne peut logiquement être autre que le dernier de la République, présidé par le Docteur Negrín, élargi aux nouvelles représentations [...] qui participent aujourd'hui dans le mouvement de Unión Nacional. »

Le Parti Communiste marque le chemin

« Le Parti Communiste a fait entendre sa voix [...] à travers ses organes dirigeants, à travers notre chère et grande Pasionaria, avec des solutions justes pour le salut de l'Espagne. »

Indiscutablement, Santiago Carrillo fournit dans cette brochure des éléments de langage aux adhérents du PCE, mis en difficulté par les zigzags de la politique du Parti. Ce faisant, il fabrique aussi un narratif dont la succession des événements montre la déconnection d'avec la réalité. Pourtant, ce qui inter-pelle, c'est que ce même narratif soit quelquefois repris, aujourd'hui, sans le moindre esprit critique.

Une question d'éthique, aussi

SE MÉLER D'HISTOIRE est une question de méthode, à coup sûr. D'éthique aussi. Le texte de Pierre Laborie cité par Geneviève Dreyfus Armand, que nous avons choisi en guise de préambule, a un « avant », signalé par des points de suspension entre crochets.

Cet « avant », le voici :

Mémoire et histoire

La mémoire impose le respect. Elle témoigne de fidélités qu'elle veut arracher à la mort, elle réveille les consciences endormies, elle traque les oublis et les arrangements complaisants. Sa contribution à la recherche de la vérité la rend irremplaçable à l'écriture de l'histoire.

Mais il arrive aussi que la mémoire ne soit plus qu'une religion de l'émotion, qu'un argument sacralisé pour des affirmations ou des revendications identitaires, avec la cécité et les dérives mortifères des passions. Il arrive que ceux – témoins ou descendants – qui parlent en son nom en raison d'une légitimité supérieure auto-proclamée, prétendent dire l'histoire et être les seuls à pouvoir la dire.

Ces brefs rappels n'ont rien de neuf, mais ils viennent à l'esprit à la lecture du Bulletin d'Information de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (FFI) de décembre 2011. Numéro qui va faire date, à sa manière, même s'il ne doit pas être sommairement jugé en bloc. Impossible, en tout cas, de rester indifférent à l'appel et à la recommandation qui figurent en première page, dans l'encadré suivant :

« Écrire l'histoire authentique : un combat pour les républicains résistants. »

« Sur la nécessité de lutter contre l'ignorance historique, la superficialité, le conformisme, la partialité et la suffisance, voir notamment p. 5. »

On imagine mal qu'une telle volée de bois vert, distribuée avec tant de charité, puisse traduire autre chose qu'une réponse musclée à une menace sérieuse, comme pourrait l'être une attaque concertée contre le rôle des guérilleros dans la Résistance en France. Dif-

ficile de penser que l'emploi de l'artillerie lourde serve à autre chose qu'à des tirs de barrage contre la diffusion d'écrits de charlatans ou le mauvais coup d'un faussaire d'envergure. La première surprise vient avec la découverte de la cible désignée aux missiles : un négationnisme anti-guérilleros. Rien de moins. Négationnisme alimenté par l'incompétence et les préjugés qui se seraient manifestés à l'occasion de l'inauguration d'une « Place des républicains espagnols à Cahors » et des remous provoqués par l'installation contestée d'une seconde plaque en hommage aux guérilleros. La surprise tourne à la stupéfaction quand on comprend que la dénonciation d'un prétendu négationnisme sert de prétexte, insidieusement, à des règlements de comptes. L'un d'entre eux concerne l'historienne Geneviève Dreyfus Armand qui se retrouve gravement mise en cause, en des termes inacceptables, dans un article offensant dû à un « courageux anonyme », mais grand donneur de leçon d'histoire et de rigueur scientifique par ailleurs.

Avec d'autres, Jean-Pierre Amalric a rappelé les qualités, les titres et les travaux qui font de Geneviève Dreyfus, en France et au dehors, la spécialiste reconnue de l'exil républicain. Je la connais depuis des décennies, nous nous sommes souvent retrouvés, un peu partout, à la BDIC, dans des colloques, journées d'étude, parfois dans des débats difficiles... et je veux non seulement témoigner du sérieux de ses recherches, de l'importance de ses apports, de sa compétence, mais aussi de sa droiture, de son honnêteté scrupuleuse, de sa modestie, de sa disponibilité, de sa capacité d'écoute et de sa volonté constante à mettre le dialogue au-dessus de l'anathème. Sa conception de l'histoire et son idée du métier d'historien sont à l'opposé exact de l'univers fangeux où évolue l'auteur de l'article, celui où on s'applique à détruire ceux qui osent exprimer une opinion différente de la norme décrétée comme seule et unique vérité.

C'est avec cet « avant », qui est aussi un hommage posthume à Pierre Laborie, que nous mettons un terme à cette étape du débat.

Les autres

En annexe, un bonus !



A Cahors : incompétence et préjugés alimentent le négationnisme anti guérilleros

La belle et digne manifestation du 10 septembre dernier, lors de laquelle fut baptisée à Cahors une « Place des républicains espagnols » (voir bulletin n° 123, p 5), a réveillé chez quelques personnes plus ou moins bien intentionnées le démon de la polémique et de la division. Ce baptême faisait suite à une démarche conjointe de notre section du Lot et du « groupe Carmela » (MJC de Cahors) auprès de la municipalité.

Par accord entre les 3 partenaires (leurs logos en font foi), sous cette plaque, une 2^e a été apposée : « En hommage aux guérilleros espagnols – FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France ». Parmi la foule présente à la cérémonie, personne n'avait trouvé à redire. Néanmoins, pour un certain M. Carballeira, qui s'est répandu ensuite sur le web, les mots « guérilleros espagnols » ont une connotation claire (certains dans

leur discours l'ont d'ailleurs revendiqué [sic]) : Guérilleros Espagnols est une entité autonome sous le contrôle du Parti Communiste espagnol [sic]. Pour M. Carballeira l'équation est simple : guérilleros = communistes, lesquels sont accusés de tous les crimes. Or, personne n'a « revendiqué » ce que prétend M. Carballeira. Au contraire, c'est la pluralité politique au sein des guérilleros espagnols jusqu'à la Libération qui fut soulignée et saluée. Le même : « Je n'ai jamais lu ni entendu quelqu'un faire référence aux Guérilleros Espagnols en tant que tels dans ce département [le Lot] ».

La 2^e plaque rappelle un fait historique longtemps ignoré, voire occulté : en France, dans le Sud-ouest en particulier (Lot compris), dès 1942 des unités de la Résistance étaient constituées uniquement d'Espagnols. Elles furent directement rattachées aux Forces Françaises de l'Intérieur

en mai 1944. En novembre 1944, elles furent intégrées à l'Armée française ! Existe-t-il d'autres exemples comparables ? En toute bonne foi, cet hommage ne peut froisser quiconque s'intéresse – sans parti pris – à l'histoire de la Résistance.

Célébrer « la Nueve » (compagnie « espagnole » de la 2^e DB qui entra dans Paris le 24 août 1944) n'a pas fait naître, c'est heureux, une quelconque polémique au prétexte que cette célébration occulterait les autres compagnies plus ou moins franco-espagnoles de la 2^e DB (par exemple la 11^e C^e).

De même, personne n'a jamais contesté que des Espagnols aient combattu dans des maquis considérés « français », FTPF, AS ou d'autres. Bien souvent, les témoignages abondent, ces résistants Espagnols étaient également appelés « guérilleros ». La 2^e plaque de Cahors les honore aussi.

Charles Farreny

Incohérence et étroitesse d'esprit

Il existe à Cahors une « avenue des FTP et du 8^e R.I. ». A qui viendrait l'idée de contester cette appellation au prétexte qu'il y eut d'autres groupes de Résistance dans le Lot ? D'autant qu'ici la place baptisée ne porte pas d'autre nom que « place des Républicains-espagnols » !

Toujours à Cahors, une avenue porte le nom d'un ancien maire : Anatole de Monzie, personnage qui vota les pleins-pouvoirs à Pétain en 1940 ! Curieusement, cela ne chagrine point ceux qui souhaitent effacer « hommage aux guérilleros-FFI » de la 2^e petite plaque (30 cm x 20 cm) !

En p. 4, est reproduite une plaque de rue de St-Denis au nom de Cristino García. Faut-il l'arracher au prétexte qu'il n'y eut pas que les guérilleros pour lutter à Paris, outre que Cristino n'y fut pas ?

Méconnaissance et entêtement

Mme Dreyfus-Armand (qui ne fait pas particulièrement autorité en matière de Résistance, ni espagnole ni française : quels sont ses apports de recherche sur ce sujet ?) joint subitement sa voix à la campagne orchestrée contre la 2^e plaque apposée, celle sur laquelle figurent les mots « guérilleros espagnols FFI ».

S'adressant au Maire de Cahors via une lettre publiée sur Internet (voir lien sur le site « Lot en Action ») elle soutient que « cette seconde plaque est inexacte » [sic ! « En hommage aux guérilleros, etc. » serait « inexact » ?] et « génératrice d'injustice » !?

Avec quelque présomption, elle ne réfère qu'à ses propres opinions, versatiles semble-t-il, et fait totalement fi des travaux des auteurs qui ont spécifiquement étudié l'histoire de la Résistance espagnole.

Cette attitude, bien peu conforme aux exigences de rigueur et de vérité du débat scientifique, confirme un manque d'expérience ès direction de recherches.

Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (FFI), n° 124, décembre 2011, p. 5.

Négationnistes de tous bords : mêmes ignorance & indécence

A l'automne dernier, une *fraction* de *pseudo* anarchistes (ci-après : FPA) a déclenché une polémique contre la petite plaque qui, depuis le 11 septembre dernier, à l'initiative **conjointe** (ne leur en déplaise) de la mairie de Cahors, de la MJC et de l'AAGEF-FFI du Lot, rend hommage aux « guérilleros-FFI et autres combattants de la Liberté » (voir bulletin n° 123).

Ce petit groupe, plus prompt à manier l'outrance et l'outrage qu'à étudier et réfléchir sérieusement, a prétendu que cet hommage était « injuste » car, selon lui : 1) les guérilleros n'avaient rien fait dans le Lot, 2) ils étaient des *stalinien*s auteurs de divers crimes. Le bulletin n° 124 a apporté un **ensemble d'arguments démontrant rationnellement l'inanité et l'incohérence de ces assertions**, ainsi que l'incompétent entêtement de leurs auteurs. Cela nous a valu une giclée d'insultes publiques : « *policier zélé de la pensée* » (auteur : M. Ortiz), « *commissaire du peuple* » (auteur : M. Amairic). Ces invectives ne peuvent rien contre les **faits établis** (rappelés en bref p. 6).

Peu après, la FPA a publié un petit livre gris intitulé : « *Une histoire d'imposture – les habits neufs du stalinisme ou comment l'apposition d'une plaque sur une place publique de Cahors révèle des tentatives de manipulation mémorielle* ». Livre exempt de la moindre analyse historique sérieuse : des préjugés, des affirmations péremptoires, des obsessions. Le groupe UMP du Conseil municipal de Cahors a rejoint les précédents négationnistes anti-guérilleros en usant, dans le journal municipal, des mêmes termes mensongers et calomnieux : « *groupe des 'guérilleros' contrôlé par le Parti Communiste Espagnol (sic)... le stalinisme n'est pas mort* », Édifiante unité !

Dans les milieux issus de la Résistance espagnole, et de la Résistance tout court, la coalition négationniste n'a trouvé aucun écho significatif. Son entreprise a été jugée contraire à la vérité. Mais aussi : **offensante pour les milliers de Républicains de toutes obédiences qui s'étaient unis pour résister au sein de la UNE et de son bras armé, les guérilleros.**

Offense spécialement à l'encontre des nombreux « cénédistes » (= amis de la CNT) qui luttèrent au sein de la UNE, du XIV *Cuerpo* et de la AGE, tels Manuel CUBEL (l'un des 3 membres de la coordination nationale de la UNE mise en place en novembre 1942), Miguel PASCUAL (leader de la ACUN : Agrupación de Cenetistas de la UNE) dont une rue de Toulouse porte le nom, Eduardo PONS PRÁDES, cénédiste lui aussi, cadre de la UNE, auteur de plusieurs ouvrages sur la résistance espagnole. Ces **anarchistes lucides et courageux** agirent comme guérilleros malgré l'attentisme de certains anarchistes notoires (v. rappel d'Ángel ÁLVAREZ p. 11) qui allèrent jusqu'à condamner l'action de ceux qui s'engageaient sans eux. Ajoutons qu'à la Libération, certains anciens cadres anarchistes, qui n'avaient pas -ou guère- résisté, s'évertuèrent à entraver les retrouvailles avec ceux qui l'avaient fait (ce sujet a été étudié par Michel Sans, petit-fils de Miguel PASCUAL : voir l'annonce relative au *Cahier Espagne au coeur* n° 5, p. 4)

La magnifique cérémonie du 16 juin à Cahors exprime un très large rejet du négationnisme anti-guérillero. Ce faisant elle appuie le propos de Jaurès : « *Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire* ». Un propos que certains feraient bien de méditer.

Bulletin de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (FFI),
n° 126, juin 2012, p. 7.